

Bonjour.

Bien sûr la violence est à condamner, sans conteste
Mais, aujourd'hui, une majorité des gens vivent sans
espoir, la peur au ventre. Y compris ceux qui auraient
encore, aujourd'hui de quoi vivre décemment. Cela
se ressent dans beaucoup de conversations.

L'autre jour, à Toulouse, j'ai remarqué un
nombre croissant de personnes âgées faisant la
manche. Dans notre pays, riche, en 2018, cela n'est
plus normal.

Les personnes handicapées ont tant de mal à
joindre les 2 bouts. Par peur de gêner d'avantage,
la plus part acceptent leur sort.
Et les aidants de même.

De Liances.

Baisse significative de la CSG pour les retraités
qui ne bénéficient pas de minimum vieillesse, parce
que limites sur le plafonnement. Trop hautes ou trop
basses pour vivre décemment.

Baisse de la CSG pour les aidants familiaux.
Les parents ne s'arrêtent pas de travailler par plaisir
mais parce que leur enfant est en danger de
dépression, de perte de repères (même chez les enfants
handicapés mentaux profonds, cela se ressent). Parce que
le rythme de travail ne correspond pas au rythme du
handicap.

Il est donc anormal de payer 200 euros de plus

que l'année passée.

D'autant que les aides aux personnes handicapées baissent, que les aides techniques sont de moins en moins accordées. Et qu'il faut plus souvent payer de sa poche.

Nos sociétés ne jaugent que par la somme de travail possible pour chacun de nous et cela est dommage. D'autant plus que les rémunérations ne suivent pas.

En espérant un profond changement de société, une prise de conscience rapide et utile pour chacun de nous.

Il faut démocratiser le gratuit autant que faire se peut. Et l'écologie à tous les niveaux. Seuls les salaires et pensions décentes permettront de faire vivre l'écologie à condition que ce soit la réelle volonté de l'état et de tous les élus.

1°/ INSTITUTIONS

- Suppression de l'élection du Président de la République au suffrage universel. A défaut, instaurer la mise en place d'un processus de responsabilité du Président de la République devant le Parlement (Assemblée + Sénat)
- 20% du nombre des députés élus à la proportionnelle. → Retenir

2°/ Economie

- Création d'une 5^{ème} tranche dans le barème de l'impôt sur le revenu.
- Rétablissement de l'ISF dans sa totalité
- Généralisation de l'expérimentation "Territoires Zéro Chômage longue durée" dans la totalité du territoire.
- Coup de pouce significatif sur tous les salaires inférieurs à 1500 €
- Suppression de l'augmentation de la CSG sur toutes les retraites inférieures à 1500 € calculée par personne et non par foyer fiscal

3°/ Social

- Obligation de se syndiquer, au delà d'un certain seuil de salaires, à fin de bénéficier

Les accords syndicaux signés dans l'entreprise
entre syndicats et patrons.

→ Obligation de négociations sociales
annuelles avant toutes discussions
ministérielles liées au budget.

Bon l'arrêt là, ça demande à être
peaufiné et n'est pas exhaustif.

Bien cordialement et
merci pour cette initiative.
DR le maire.

-
- faire signer massivement la pétition
en ligne pour le RIC. Rétablissement de l'ISF. Retour
sur la loi 1973 sur le RMI. Robert Bourd. le 17/12/2018
 - Aide aux Travailleurs/Handicapés, et aux personnes à mobilité réduite
 - Augmenter le rôle des Retraites de la Sécurité sociale publique et privée.

Sujet: DOLEANCES

Date : 10/12/2018 18:21

Pour : population@mairie-ramonville.fr

A l'attention de Monsieur le Maire,

MES DOLÉANCES

J'exprime mon grand mécontentement faisant suite à la colère du peuple, que je soutiens à 100%.

La position du gouvernement fait face à son destin inédit, dans son histoire et le pousse au changement de notre modèle social.

Voici un extrait de Julien LOVATO:

"Il y a 80 milliards d'évadés annuellement par les 1% les plus riches, + 20 milliards de fraude à la TVA, (ajouter à cela, les fraudes à CAF) + 5 milliards de cadeau d'ISF + une énorme masse de richesses non fiscalisées dans le shadow Banking. tout cumulé ça fait 2500 Milliards. Si l'on fiscalisait ces sommes mettons à 25% ? L'état engrangerait 650 milliards de recettes annuelles. L'état pourrait même se permettre de baisser toutes les fiscalités de 50% tout en ayant un budget à l'équilibre."

"Tout l'art des plus nantis, c'est de faire croire qu'une grande frange de la richesse n'existe pas."

Source:

Julien LOVATO Directeur-fondateur ODA&A ingénierie en stratégie, organisation et conduite du changement

Mes revendications:

Je suis un **travailleur indépendant**.

84% de la population soutienne le mouvement des GJ..(statistique BfMtv)

J'en ai assez de me trouver écraser par les charges qui plomb mon pouvoir d'achat, comme des millions de travailleurs Français, qui trime tous les jours, au profit des nantis de ce pays. Cela a toujours duré depuis, des décennies...ce qui explique cette colère justifié en mon sens, mais non la violence.

- Nous avons TROP de parlementaires à AN / SÉNAT, payés gracieusement par nos impôts, alors qu'en Allemagne, ils sont DEUX FOIS MOINS...Il faut en réduire le nombre et imposer leurs indemnités (défiscalisées à ce jour, inadmissible et inconcevable !)..
- Supprimer l'article 63 de la commission UE permettant la promulgation du "libre échange des capitaux"...résultat: évasion fiscale des capitaux des ultra riches " 80/100 milliards € de moins dans les caisses de l'État). Jamais Mme MERKEL ne voyage en jet privé, n'a un salaire élevé, et ne ponctionne la chancellerie par de lourds impôts. M.MACRON devrait prendre son exemple ! Y a des économies à réaliser là dessus...

En 14 mois comme président de AN, avec 14.500€/mois, M.François de RUGY a touché 203.000€ de rémunération annuel. En payant ZÉRO impôt, puisque l'indemnité complémentaire de président est défiscalisée.

Combien de nantis siégeant à AN et au SÉNAT bénéficient-ils de tels privilèges ? L'ensemble des Députés et Sénateurs soit plus de 400..(sans compter les anciens présidents de la République, et ministres, soit 14 millions € à charge du peuple, inadmissible) et le gouvernement M.Macron. STOP à ces gaspillages à la charge du peuple ! C'est indécent pour les Français. Nous ne pouvons plus continuer avec ce vieux modèle, datant des années de après guerre.

Les Français ressentent comme une violation de leurs droits le plus légitime, celui de vivre du "fruit de leur travail " et non faire l'aumône avec toutes ces prestations sociales qui n'en fini plus..Il demande de vivre de leur TRAVAIL pas " faire la manche " !

Je demande, **NOUS**, travailleurs indépendants :

- **SUPPRESSION CSG (taux 8%) non déductible sur IR**
- **SUPPRESSION de la Taxe Habitation 2019**
- **SUPPRESSION des Allocations Familiales**
- **SUPPRESSION cotisations Maladie, maternité et invalidité- décès**
- **RÉDUCTION des charges sociales: URSSAF et RSI (URSSAF), quelques soit le chiffres d'affaires réalisé.**

Je demande que les **prélèvements obligatoire** considérables dans notre pays et champion du monde (48.7% du PIB, France en tête) ne soit **PLUS calculé sur les bénéfices pour les indépendants et professions libérales.**

Je vous remercie de prendre en compte mes revendications à transmettre à M.MACRON Emmanuel, président de la République Française.

Cordialement,

 Nathan


M. Le Président de la République

Je me permets de vous écrire ces quelques lignes, afin de vous faire part de ma profonde colère face à l'état dans lequel se trouve notre pays.

Je suis jeune diplômé d'un Master. Et cela fait presque 1 an que je recherche un emploi malgré mes 3 années d'apprentissage. Il n'est pas facile de chercher, car à l'heure à laquelle je m'exprime au travers de ce cahier de doléances, j'ai passé plus d'une vingtaine d'entretiens m'abaissant sur rien. Hors, lorsque je vous entend dire à l'un de vos citoyens dans le même cas "Je traverse la rue et je vous trouve un travail", je me suis senti insulté. Vous savez, avec un chômage de 980 € et un loyer (Hors charges) de 630 €. Il m'est difficile d'entendre tant de mépris de votre part. Heureusement, que je peux compter sur le soutien et l'aide de mon amie et famille pour pouvoir vivre convenablement.

Aujourd'hui, je ne crois plus en l'avenir. Quand je vois les difficultés que doivent faire face les Français. Quand je vois la situation dans laquelle se trouve notre Nation et sa cohésion sociale. Je doute fortement de vos capacités à nous gouverner. Vous ne répondez plus aux attentes de votre peuple. Vous ne suivez que la ligne de conduite de vos semblables, promettant un monde globalisé ne répondant qu'aux règles d'un néo-libéralisme.

(*)
Notre Patrie souffre. Elle est à bout de souffle. Et la fracture sociale que vous avez aggravé entre vous et nous est irréparable. Vous n'incarnez plus le renouveau, vous n'êtes plus garant de notre Bien Commun, ainsi que des responsabilités et des devoirs de votre fonction de Président, que prône l'article 5 de notre Constitution.

Maintenant, votre peuple souhaite retrouver la dignité, la sérénité et la liberté. C'est pour cela que je vous demande très honnêtement votre démission pour le bien de tous, et surtout pour le bien de notre cher France.

Signé par, un Gaulois "réfractaire" qui veut un réel changement.
13.12.2018

Monsieur le Président de la République.

Je me permets de vous poser mes doléances

1° Revenir sur la hausse de la CSG

2° Indexation des retraites par rapport au cours de la vie.

3° Remise totale de l'ISF.

4° Arrêt total des taxes sur tous les carburants et produits pétroliers.

5° Augmentation du nombre de tranches des Impôts.

Veuillez agréer mes salutations distinguées.



Je souhaite apporter ma contribution au débat actuel dit « des gilets jaunes » avec les remarques ou propositions suivantes :

1-au niveau comportement/décisions de nos élus politiques :

- augmenter le prix du gasoil de 7 cts sans au préalable informer les citoyens ou leur faire des propositions concrètes d'aides pour assurer la transition écologique est inadmissible
- avoir supprimé les APL, la prime pour achat de vélo, l'aide pour la rénovation des fenêtres, ou encore les contrats aidés, et tout cela sans discernement, ni justifications, est aussi incompréhensible
- et le plus grave c'est souvent de chercher à opposer certaines catégories de Français à d'autres : exemple les retraités aux actifs, les ruraux aux citadins, etc...
- et de n'avoir qu'une idée en tête, purement comptable d'ailleurs et très simpliste, qui sont les chiffres du déficit, de la croissance, du PIB etc ... sans se préoccuper du pouvoir d'achat, de l'égalité des Français devant les mesures prises et aussi du montant critique de la balance commerciale (il faudrait vendre à l'étranger)
- arrêter de mentir ou de faire des présentations fallacieuses comme : les 3% du premier ministre pour l'augmentation du SMIC, les 100€ du président pour l'augmentation des revenus des SMICARDS, etc...etc...
- ou que l'état explique ou fasse des propositions pour réduire son train de vie (réductions des salaires/avantages des députés/sénateurs et leur nombre, réduction du nombre d'ingénieurs des employés du ministère des finances, etc....)

2- on constate :

- que le CICE a maintenant 6 ans (2012) et que le chômage n'a pas reculé (quelle efficacité?) et que les entreprises n'ont quasiment pas râlé quand le gouvernement leur a demandé de participer aux efforts « gilets jaunes » (leur trésorerie doit être bonne)
- que l' on affecte des sommes considérables aux entreprises depuis plus de 30 ans sans contrôler l'efficacité de ces mesures (précarité, chômage, dette)?
- qu'il y a une vraie frénésie dans le rythme des réformes (au point de se glorifier d'en faire une par semaine). Il serait plus raisonnable de bien réfléchir avant de les engager, de consulter, de négocier tranquillement avec les partenaires sociaux.
- Et que si l'on en est là c'est que nos brillants technocrates/politiques ont depuis 30/40 ans vendu nos compétences /savoir faire/....etc ...dans les domaines comme l'Aéronautique, le Spatial, le Ferroviaire, le Nucléaire, les télécoms/electronique , les autoroutes, les aéroports, le monde agricole etc....

3- propositions concrètes :

A partir du constat que la baisse des charges des entreprises est inefficace(même dette, pas d'emploi, précarité, etc..) et que même avec un coût du travail nul, si les Français n'ont pas les moyens d'acheter, il sera impossible de créer des richesses et de l'emploi. Et ce d'autant plus que nous n'avons pas suffisamment de produits à exporter?

Donc :

- cherchons à re-intégrer des pans entiers industriels en faisant du brainstorming ou des appels à idées, en lançant des R&T universités/industriels . J'ai juste un exemple : creuser ce qui concerne le domaine de la transition écologique, et ainsi chercher à « vendre à l'étranger » des produits simples(mal Français de faire des choses compliquées), performants et pas chers (il n'y a pas que le luxe qui marche)
- Lancer aussi de grands projets ambitieux, en faisant appel à des emprunts d'état Français (pourquoi aller chercher des investisseurs étrangers... ? ?) dans les domaines des infrastructures, des transports, etc... mais au moins au départ en cherchant des sujets où il y a le minimum d'importation et donc davantage d'heures travaillées en France pour redonner de l'argent aux Français.

4-enfin : répartir plus équitablement les impôts/taxes/prélèvements entre les Français, même si certains gestes sont symboliques comme la piscine de Bregançon, la retraites des élus, les joueurs de tennis domiciliés en Suisse, ou encore certains patrons et artistes domiciliés à l'étranger, etc....

jano.audoubert

Je pense qu'une partie du malaise actuel des « territoires » vient de la disparition progressive des services publics : nous y tenons, en commençant par l'Education et la Santé. Nous savons que nos impôts servent en partie à les financer, mais pour autant il est trop facile de continuer à augmenter l'impôt sur les seuls salaires :

- il est urgent de s'occuper de l'évasion fiscale de certains grands patrons, artistes, et autres sportifs, qui se domicilient à l'étranger juste pour ne pas payer d'impôts en France.
- il est aussi urgent de s'attaquer à l'imposition des GAFAs dans les pays où ils font leurs bénéfices, même s'il faut pour cela bousculer certains états européens.
- il faut aussi peut-être bousculer la commission européenne en re-augmentant légèrement notre déficit, au lieu de se glorifier du 2.8% que personne ne nous demande.

nicole [REDACTED]

Doléances de [REDACTED] Mariannic, [REDACTED]

Prime d'activité : Il s'agit d'une « allocation » versée par la CAF pour les travailleurs et soumise à plafond de revenus à la différence bien sûr d'un salaire qui rémunère (parfois très mal) un travail réalisé. Or une personne qui s'endette pour acheter un petit appartement, son domicile, et est obligée de le louer (et retourner vivre chez ses parents) suite à des problèmes professionnels, et aura donc un revenu immobilier, ne bénéficiera pas de la prime d'activité même si ce revenu est utilisé pour rembourser son prêt.

Souvenez-vous, Mr le Président, de l'époque pas si lointaine, où les intérêts d'emprunts étaient déductibles des impôts ! Ce qui n'est pas un détail pour les citoyens aux revenus modestes.

Pourquoi ne pas inciter fermement les organisations patronales (et salariales) à négocier les salaires de tous les accords de branches ? Comme vous pouvez peut être maintenant le constater la négociation individuelle aboutit rarement positivement pour le plus faible, le rapport de force (nous ne sommes pas dans un monde parfait) n'étant pas favorable au salarié qui « traverse la rue » et à la chance de trouver un emploi.

Ce que veulent tous les travailleurs c'est un salaire qui leur permet de vivre dignement sans même envisager fréquenter des restaurants à 100 euros par convive !

Prime exceptionnelle : vous invitez les entreprises à attribuer une prime de fin d'année à leurs salariés, or vous savez pertinemment qu'une grande partie de ceux-ci n'en « verront pas la couleur », notamment les plus précaires.

Précarité : la précarité des salariés est instituée comme mode de fonctionnement normal des entreprises, surtout celles du CAC 40 et bénéficiant du CICE, CDD et intérim non justifiés pour occuper des postes à caractère permanent. Quand allez-vous taxer ces employeurs recourant abusivement aux contrats précaires ou à la sous-traitance injustifiée ? Ceci serait plus efficace qu'une requalification du contrat nécessitant une procédure lourde. Ce mode de gestion des RH fait que nombre de salariés ne bénéficie pas de la convention collective de l'entreprise pour laquelle ils travaillent de fait et qui serait fréquemment plus intéressante pour eux.

Mme Pénicaud le sait fort bien.

Sachez que le recours fréquent au contrat précaire sévit avant tout dans les « grosses » entreprises et non chez l'artisan ou le commerçant du coin de la rue. Le travailleur subit la précarité (préjudiciable à l'économie) mais qui l'organise ?

ISF : évidemment il vous serait pénible de devoir priver les généreux donateurs de votre campagne électorale d'un tel cadeau, donateurs prônant un libéralisme effréné qui va régler tous nos problèmes ! Pour l'instant nous ne voyons pas le ruissellement et ses bienfaits selon vous, arriver jusqu'à nous. Il est bien plus facile de taxer les classes basses et moyennes de notre société qui elles ne s'échappent pas vers les paradis fiscaux et n'ont pas les moyens de bénéficier des niches fiscales.

Déficit public : Pourriez-vous seulement une fois détailler ce qui est inclus dans ce déficit ? Faire des économies sur le dos des agents de la Fonction Publique (je ne parle pas des énarques dont vous ne savez plus quoi faire paraît il et que vous incitez à se diriger vers le privé) qui font « tourner » nos services publics alors que vous ne remettez jamais en cause les exonérations diverses accordées aux entreprises et aux particuliers (les plus fortunés) et qui contribuent au déficit public. Est-ce juste que les efforts retombent toujours sur les mêmes ?

Vous ne pouvez ignorer les impacts de cette politique notamment sur la société rurale. L'informatisation des administrations (lorsque l'utilisateur y a accès) ne remplacera jamais l'humain dont nous avons tous besoin.

Ecologie : vos bus polluent-ils moins que les lignes SNCF ? La désindustrialisation, et l'importation qui s'ensuit par cargos ou avions (dont l'énergie n'est pas taxée) de produits fabriqués en Asie ou ailleurs ne contribue-t-elle pas à faire mourir notre planète ?

Je rêve d'avoir des panneaux solaires sur mon toit, mais n'en ai pas les moyens et je ne peux bénéficier d'aucune aide significative dont les règles d'attribution changent d'ailleurs en permanence: il faut être très pauvre (et alors la priorité c'est se nourrir) pour que l'Etat ou les Collectivités locales vous aident un peu, ou suffisamment riche pour bénéficier des niches fiscales.

Migrants : nous pillons leurs matières premières et soutenons parfois leurs dirigeants dictateurs, et certains parmi nous s'indignent de les voir fuir leurs pays ! Notre pays n'a-t-il pas les moyens d'en accueillir sa part ? Refuser un pavillon à un bateau qui sauve des milliers d'êtres humains, et qui ne demande rien d'autre qu'un pavillon, comment comprendre ceci ?

Retraite des femmes veuves : le travail à temps partiel afin de s'occuper des enfants et des parents âgés nous prive déjà d'une partie de notre retraite. Comme ce n'était pas suffisant, Monsieur Sarkozy supprime la demi-part en matière fiscale qui était attribuée (sans plafond de ressources) aux veufs et veuves qui ont élevé des enfants. Certains non imposables se sont retrouvés imposables avec tout ce que cela engendre. Une demi-part c'est important ! Ni le gouvernement suivant ni le vôtre n'a jugé nécessaire de la rétablir.

J'arrête ici la liste de mes doléances qui n'est pas exhaustive.

Je ne sais comment vous allez financer les petits « plus » annoncés lors de votre discours du 10/12, mais ce que j'ai compris c'est que les plus riches seront encore une fois épargnés. Je pense toujours que l'impôt est nécessaire, mais il ne doit pas être entaché d'injustice flagrante.

L'injustice ne peut qu'engendrer la violence Monsieur le Président lorsque les créateurs de cette injustice restent sourds aux cris des victimes ou font seulement semblant de les entendre.

En espérant que certains de vos nombreux « conseillers » se donneront la peine de vous faire un débriefing convaincant des doléances que vous recevrez !!!

De la part d'un citoyen âgé de 79 ans

LE RECOURS À DES CAHIERS DE DOLÉANCE POUR PERMETTRE AUX CITOYENS DE S'EXPRIMER EST LE SIGNE QUE LA DÉMOCRATIE EST EN DANGER EN FRANCE

CITOYENNETÉ

Nous ne sommes plus en 1958. Modifier la Constitution si besoin pour :

- introduire la proportionnelle à **forte dose** aux élections législatives,
- introduire le référendum d'initiative populaire,
- accroître les pouvoirs du Parlement, limiter la main-mise des technocrates qui dénaturent ou bloquent l'application des lois,
- défendre notre mode de vie en imposant la laïcité partout dans l'espace public par l'éducation, la persuasion et la force s'il le faut.

ÉCONOMIE ET FISCALITÉ

ASSEZ DE PAYER TOUJOURS PLUS POUR DES DÉPENSES INUTILES.

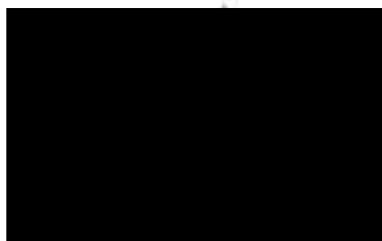
PASSER DE L'ASSISTANAT À LA RESPONSABILISATION.

- réduire les prélèvements obligatoires pour les ramener au maximum à la moyenne européenne et même moins si possible,
- lutter contre **toutes** les fraudes fiscales, y compris dans les aides sociales dont certains bénéficient indûment et sans vergogne et n'aider que ceux qui en ont vraiment besoin.
- augmenter le nombre de tranches de l'impôt sur le revenu, et demander aux plus bas revenus d'y contribuer. En compensation, réduire la TVA sur plus de produits de première nécessité.
- diminuer les dépenses publiques en transformant les contribuables en consommateurs responsables en privatisant des secteurs d'activité marchands, comme cela a été fait dans les pays scandinaves et au Canada.
- se libérer des contraintes réglementaires de l'U.E. pour réindustrialiser la France et faciliter les exportations. Introduire des taxes aux frontières et/ou une TVA "sociale" sur certains produits importés.
- protéger le pays contre la concurrence déloyale née des importations en provenance de pays ne respectant nos normes sociales et environnementales.

Que l'État se concentre sur les tâches régaliennes : SÉCURITÉ, JUSTICE, DÉFENSE, et favorise les industries stratégiques : AÉRONAUTIQUE, INDUSTRIE SPATIALE, NUCLÉAIRE, TÉLÉCOMS...

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

- ne pas céder aux lobbies face à l'urgence climatique et à la défense de l'environnement,
- chacun doit contribuer à hauteur de ses moyens à l'adaptation de l'économie à l'urgence climatique.



Ramonville St-Agne, le 15 décembre 2018

Bonjour

Pour le cahier des doléances, j'ai entendu à la télé que vous teniez un cahier pour mettre les revendications;

Les miennes sont :

-Que l'ASS et l'AAH ne tiennent plus compte du revenu du conjoint, chaque personne doit être indépendant, pas dépendant de son conjoint . De plus le plafond est trop bas;

Prime de Noel pour l'aah, l'ass, et ceux qui sont inscrit au chômage et n'ont aucune allocation

Créer une allocation pour les personnes de plus de 60 ans qui n'ont pas d'emploi, afin d'arriver à l'age de la retraite de 62 ans

ASPA, cette allocation est récupérable sur les successions; il ne faut plus que ce soit le cas; donner c'est donner, reprendre c'est voler

Retraite; Augmentation selon l'augmentation de la vie. On ne peut pas geler les retraites, mettre des taxes dessus, alors que tout augmente

Pour les primes de rentrée scolaire, il y a des injustices; il y a des gens qui ont 300 euros par enfants, et ceux qui dépassent à peine le plafond et qui n'ont rien du tout ; il faudrait que tout le monde ait quelque chose, que ce soit dégressif, pas tout jusqu'à un plafond, et rien pour celui qui dépasse de 100 euros;

merci; salutations; [REDACTED] Aline

Bonjour -

Je souhaite le rétablissement de l'ISF.
la suppression des avantages des députés remboursés
présidents lorsqu'ils ne sont plus en fonction.
Je souhaite également le remboursement
des subventions données aux entreprises étrangères
et que déposent le "bilan" après leurs d'activités.
La taxation plus importante des sportifs.
une fortification plus effective des citoyens.
Espérant que ces revendications seront
VRAIMENT prises en compte.
Salutations. Michel [REDACTED]

Bonjour

Je souhaite le rétablissement de ISF.
Augmentation des retraites sur le coût de la vie
et suppressions de la CSG en totalité
Rétablissement des Secours sur les APL
Suppression de tout les avantages financiers

Taxation GAFA

Referendum

Citoyen ^{est-ce} Hauron que faites vous de notre
salutations peignons ?

Bonjour

- Suppression en totalité CSG
- Imposition de nouveau ISF aux + riches
- Taxation GAFA
- Chaque salarié ait un salaire décent pour vivre dignement de son salaire - idem pour les retraités (c'est)

Bonjour,

Suite au Cahier de doléances de la Maire de Ramouille
je vous soumetts les causes de mon mécontentement à l'égard
de votre politique :

- stop au matraçage fiscal (hausse des taxes = Carburant, etc...)
- Suppression de la CSG sur tous les revenus inférieurs à 3600 € (coût des prestations en maison de retraite).
- Indexation de Retraites sur le coût de la vie.

Je vous propose les solutions suivantes pour "faire des économies"

1 - Suppression de tous les avantages financiers ou en nature de Anciens Présidents de la République - 1^{er} ministres et ministres de de l'Intérieur (véhicule de fonction - carburant - Gardes du Corps Personnels divers secrétaire Coudinier etc). qu'ils se sont octroyés à vie -

2. Tous les Rémunérations et Indemnités diverses de députés Sénateurs et autres représentants de l'Etat soumise à l'impôt de même que tous les avantages.

3 - Rémunération des Représentants de l'Etat conforme à la moyenne de rémunération Nationales -

4 - Rétablissement de l'I.S.F.

5 - Suppression du CICE pour les grands Entreprises - réservé uniquement aux P.M.E.

6 - Blocage des Rémunérations des grands Patrons.

7 - Suppression de garde de Policiers pour les propriétés privées de Politiques.

8 - Pour les Exilés fiscaux

- * Impôt à la Source prélevé lors des Galas ou Concerts par les chanteurs
- * Contrôles plus sévères et Amendes plus élevées

9 - Taxation des GAFA à hauteur de leurs ventes en France

10 - lister les "paradis fiscaux" existants en Europe (Irlande - Luxembourg)

11 - Stage obligatoire de 3 mois pour tous les députés et sénateurs dans des entreprises du BTP - Nettoyage ou Agriculture

Afin qu'ils comprennent les problèmes rencontrés par la
grande majorité des Citoyens Français -

12. Referendum d'Initiative Citoyenne pour déterminer
si les orientations décidées par le Gouvernement sont en
adéquation avec les souhaits de la Grande majorité des
Français (ex. Baisse vitesse à 80 km/h - Traités internationaux
CETA avec le Canada - etc ...).

Esperant que ces quelques lignes vous permettront de
"Comprendre afin" les Citoyens Français.

Salutations

En Conclusion = M. Macron que faites-vous de notre pognon

Bonjour,

Voici la liste de mes doléances pour l'amélioration de notre société :

- Militer pour une Europe fédérale ayant plus de pouvoir
- Réduire la taille du parlement ^{français} à environ 240 (1 député pour 250000 hab ; il y en a 1/750000 aux USA)
- Réduire la taille du sénat à 60 sénateurs : 1 par département + 1 par ville de + de 100000 habitants.
- Supprimer les conseils généraux au profit des communes
- Fusionner les communes pour qu'elles représentent vraiment les bassins de vie (travail et logement) par exemple fusionner Ramonville et Toulouse avec toute l'agglomération toulousaine + Diviser par 4 environ le nb de communes françaises.

Avoir un système de taxation plus juste qui favorise les bons comportements

- taxer les revenus du capital en augmentant la CSG et en diminuant les taxes sur le travail.
- taxer plus les successions.
- Augmenter les taxes sur le Gasoil pour les mettre au niveau de l'essence. Ceux qui vous accusent de surtaxer le gasoil vous accusent demain de ne pas en avoir suffisamment favorisé l'usage et par là-même provoqué de nombreux morts de cancer (rappelez vous du scandale de l'amiant) De 2 manières le moindre est de taxer le gasoil sachant que la taxation n'est un mal que lorsqu'elle est injuste. la taxation du gasoil est juste !.

- Mettre au place une TEEP (Taxe Européenne sur les produits pétroliers) sur le kérosène pour financer l'Europe.

- Faire payer les pollués -

Cordialement.



Karumville le 15.17.2018

① l'importance de l'Exemple donné:
il faut une diminution drastique
du train de vie de gouvernement
et de ses plus hauts représentants
(Président qui représente l'état et le 1^{er}
ministre).

• des repas à la tour Eiffel à
150.000 €.

• des avions privés à 350.000 €

et en plus ils osent dire "j'assume"
(j'ai dirigé des collectivités et quand
je disais j'assume j'ai payé de ma poche)

La 5^{ème} République "vertueuse" (constitution
de M. DEBRE qui nous a gâté (avec l'ENA
des gens stéréotypés dont l'essentiel
de la formation semble être "Comment
créer des taxes et impôts ! frappé
de cécité en mai 1962 avec les
tueries en Algérie ...) est devenue
sous l'impulsion de différents présidents
une république monarchique où
tous les sujets gérés doivent être
égaux dans la MÉDIOCRITÉ. Honte
à celui qui réunit rien de J. Richon.

et un patrimoine par son travail → l'augmentation de la CCS sur les retraites est ^{travaux} importante

② La POLLUTION et l'ÉCOLOGIE.

Faunes animaux et plantes de la création !

année 2016 : office international de l'énergie
- émission de CO₂ : 30 milliards de tonnes

- Chine 28%
 - USA : 15%
 - Inde : 6%
 - France 0,9%
- } intouchables

et au nom de cela on met à mal en Europe et en France ^{en particulier} l'industrie automobile ...

l'Industrie Nucléaire et l'Allemagne réactive les centrales à Charbon (sic)!

J'ai bien compris que la mondialisation c'est "je te tiens, tu me tiens par la barbichette"

Dans le même temps les avions utilisent du Kérosène non taxé

à Toulouse 8 km en amont ou en aval des pistes par JOUR ont déversés 50 tonnes de CO₂ current d'autre 50 tonnes de

(Ce calcul est fait par 2 spécialistes aéro-
biogène ~~biogène~~.)

Sans parler de la pollution des bateaux
portés contenant...

3° l'Insécurité =

"La liberté est l'aboutissement de
l'EDUCATION et le droit universel
est le droit à l'EDUCATION."

Dans beaucoup de familles on n'a pas
déjà Mai 68 et les principes républicains
ne sont plus enseignés:

- par les familles
- par l'École

"Vive l'Enseigne" je connais je suis né
dans une cour où vivaient:

- 2 familles Juives
 - 1 famille Espagnole
 - 1 " Italienne
 - 1 " Kabyle
- } Nationalité Française

et c'était chouette car on se respectait
ce qui favorisait la vie en commun.

'Dire Ensemble' suppose le respect des principes de la République et on doit être soucieux de les transmettre et de les faire respecter - tout le peuple vivant en France doit connaître ces principes ce sont des devoirs.

La Religion est du domaine du PRIVÉ.

4° "RÉUSSIR" est suspect!

• à la campagne et je n'ai jamais oublié mes origines où je suis né dans le tout petit peuple qui avait beaucoup de mal à boucler son petit budget, on nous apprenait que la "Pierre" c'est la sécurité, c'est ce que l'on peut transmettre à sa descendance car avoir une famille cela responsabilise.

Et bien non! aujourd'hui transmettre c'est donner votre bonheur. On doit faire une distinction entre le fruit de son travail et gagner au loto.

Participation au Cahier de doléances.

Oscar Michel [REDACTED]

Notre pays traverse une des plus graves crises sociales des dernières décennies. Il est d'urgent de ramener le calme républicain et la concorde dans le pays, non par des mesures répressives mais par des mesures qui rétablissent la justice sociale et fiscale et l'égalité des citoyens.

Dans le domaine de la justice sociale

Dans l'urgence, tous les bas revenus, jusqu'à 1.5 SMIC, doivent être augmentés de 30 %.

La hausse de la CSG sur les retraites doit être supprimée et les pensions à nouveau indexées sur l'inflation.

A moyen terme (dans les trois mois), une Conférence nationale sur les salaires doit aboutir à une réduction des inégalités salariales aussi bien dans le secteur public que dans le privé. La réduction de l'écart entre le revenu moyen et les plus hauts revenus, de 1 à 10 ou de 1 à 15, peut dégager une part importante des ressources nécessaires à une revalorisation générale des bas salaires.

Il convient aussi de mettre fin à la désocialisation et la défiscalisation des heures supplémentaires, dont les charges sont de fait reportées sur les contribuables. La transformation du montant annuel des heures supplémentaires en équivalent temps plein doit permettre d'exiger les embauches correspondantes. Cela dans le but de créer des emplois et des ressources pour la sécurité Sociale.

Une loi doit limiter les dividendes versés aux actionnaires et consacrer une part égale à leur montant à la rémunération du travail.

Dans le domaine de la justice fiscale :

Dans l'urgence, il est indispensable de rétablir l'ISF, d'abolir les niches fiscales, de lutter efficacement contre l'évasion fiscale en renforçant les services qui en sont chargés. Il est faut également taxer la part des dividendes qui ne sont pas investis dans l'appareil productif, dans le logement social ou dans la transformation énergétique.

Enfin rétablir toutes les tranches de l'impôt sur le revenu afin que celui-ci soit équitablement réparti.

Dans le domaine de la « réduction des dépenses » :

Celle-ci ne saurait se faire par la destruction des services publics comme cela se fait depuis des décennies.

La réduction du « Train de vie de l'Etat » doit passer par une réduction drastique de celui du chef de l'Etat et des membres du gouvernement et de la haute administration. Il convient également d'abolir les privilèges des anciens Présidents et des anciens ministres.

Dans le domaine institutionnel :

Au premier tour des élections d'avril 2017, l'électorat du Président de la République représentait un cinquième des Français. Cela lui donnait le devoir de tenir compte des 80 % des citoyens qui n'adhèrent pas à son programme libéral. Ce qu'il ne fait pas.

Pour que les citoyens se réconcilient avec le politique, il est urgent de donner à nouveau du sens à la démocratie. Il faut que les citoyens retrouvent l'envie de voter et de s'engager. Mais, pour offrir aux hommes et aux femmes de ce pays des perspectives d'avenir et des raisons d'espérer, il est urgent de modifier les institutions. Pour cela il paraît indispensable de :

Convoquer une assemblée constituante, composée d'élus, de représentants des collectivités locales, de représentants de l'ensemble des corps intermédiaires et de grandes associations et de citoyens tirés au sort sur les listes électorales.

Cette assemblée doit rédiger une nouvelle constitution, conforme aux exigences des citoyens, qui donne à la République un cadre institutionnel qui corresponde aux impératifs environnementaux, sociaux et sociétaux du XXI^e siècle.

Cette constitution doit, entre autre choses, abolir l'actuel régime présidentiel et instaurer une démocratie parlementaire dans laquelle toutes les sensibilités politiques soient équitablement représentées. Elle doit fixer les dispositions qui permettent un contrôle permanent des citoyens sur les élus, à tous les niveaux.

Dans le domaine de l'environnement :

Au-delà des mesures à court terme, l'Etat doit lancer un programme d'études sur la transition écologique impliquant les universités, les grandes écoles, les grandes entreprises... Dans le but de trouver et de développer des énergies nouvelles non polluantes, et d'utiliser au mieux l'énergie.

Toujours dans le domaine de l'environnement, mais aussi dans celui de la santé, il est indispensable de mettre un terme à la pratique néfaste du lobby par les groupes industriels et financiers.

Ramonville le 19 décembre 2018

Rassemblement 1^{ère} Agne, le 20/12/2014.

La liste de nos doléances figure ci-après et leur nombre est en rapport avec les déplacements de notre pays et de notre société.

- Hausse des prix et des salaires de 30% jusqu'à 3.000 €/mois, de 15% pour les salaires entre 3.000 € et 5.000 € (0% au-dessus de 5.000 €/mois).
- Indexation des prix et des salaires sur les prix et le taux de chômage par habitant.
- SMIC porté à 1.800 €.
- AAH portée à 1.500 €.
- RSA porté à 1.000 €.
- Echelle des salaires de 1 à 8 dans le secteur public et le secteur publique / au lieu des 1 à 25 pratiqués actuellement.
- P.S.A. dès l'âge de 20 ans.
- Abolition des autorités et suppression des péages : paiement d'une vignette par les véhicules et camion, étranger pour pouvoir circuler sur le territoire (Bourse en Suisse).
- Rationalisation des entreprises et établissements publics ayant une mission de service public : EDF, GDF, S.N.C.F., Poste, Téléphone / Internet, Distribution EAU, ...
- Interdiction de la chasse (Chacun à leur tour).
- Subvention de production bio et taxation des productions non bio.
- Création de places en prison pour les délinquants.
- Diminution des primes et subventions par ailleurs de tous pouvoirs.
- Emploi Handicapé : aide de montant du SMIC et charges sociales correspondantes par chaque employé handicapé non plus permis le quota de handicapés à l'obligation de contribution de 25% de logements sociaux dans toute commune de plus de 10.000 habitants avec très fortes sanctions, si ce n'est le cas.
- Interdiction de EPHAD privés qui devront être remplacés par des EPHAD collectives.
- Interdiction immédiate du glyphosate.

- suppression de tout W du C.E.S.
- Proportionnelle totale pour toutes les élections.
- Gouvernement limité par l'Assemblée Nationale.
- Régime général de retraite (42 ans pour une retraite au taux plein) pour les élus: Président de la République, Députés, ... et protégés non élus (ministres et N° ministère)
- R.i.C. pour tout sujet sur demande de 5% de élections sénatoriales et sur demande de 10% de élections pour la désignation d'un élu (Président de la République et Députés)
- Interdiction de flash balls et grenades contenant des charges explosives pour la maintien de l'ordre.
- Indépendance de la justice: magistrats du parquet et du siège doivent être nommés par le C.S.J. et non par le gouvernement.
- Budget de la Défense plafonné à 2% du P.i.B.
- Interdiction du cumul public. fixé par les médecins.
- Suppression totale de toutes classes pour les médecins.
- Interdiction des versements d'honoraires de médecins avec futs rattachés à l'office.
- Progressivité accrue de l'impôt sur le revenu avec 14 tranches et une tranche supérieure à 90% pour les revenus annuels supérieurs à 125.000 € par et par part.
- Progressivité des droits de succession avec un taux marginal à 90% pour chaque héritier ayant plus de 1.500.000 € d'héritage.
- Rétablissement du taux de l'impôt/société à 50% (30% pour les bénéfices réinvestis)
- Suppression de la CSG et intégration dans le barème de l'impôt/Revenu.
- Suppression du CICE et de divers allègements de charges sociales.
- Suppression de heures supplémentaires déqualifiées et dévalorisées.
- Imposition des ventes en France en matière de T.V.A. pour les entreprises étrangères (notamment celle faite via internet.)
- Impôts forfaitaires à l'impôt/société des Unités en France et Chiffre d'Affaires réalisés en France par les sociétés étrangères (Taux de 5% de chiffre d'affaires réalisé)

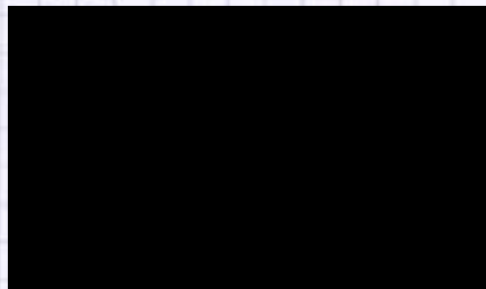
- Rétablissement de la Taxe sur Frais Biéaux des entreprises.
- Rétablissement de l'I.S.F. sur la totalité du patrimoine, y compris les œuvres d'art et les biens professionnels (pour la part relative à 25 milliards d'euros en ce qui concerne les biens professionnels)
- Taux de T.V.A. de 33 1/3% sur les produits de ventes de luxe
- Exo. de T.V.A. des produits alimentaires (Hors produits de luxe: viande, poisson, ...)
- Rétablissement de taux de T.V.A. de 25% sur la restauration)
- Suppression des cas de T.I.P.P. par certains activités / Avias, Bateau, Agriculture, Travaux publics, etc...): même prix des composants pour tous.
- Suppression totale de la Taxe d'habitation,
- Taxe Foncière proportionnelle aux revenus,
- Application d'une jéréme à la source sur tous les revenus de source française:
 - Bénéficiaire de l'impôt / Revenu par les salariés et retraités à des résidents étrangers.
 - R.S. de 50% sur les autres revenus de source française (dividendes, revenus Foncières, ...)
- Suppression totale de abattements supplémentaires en matière d'impôt / Revenu perçus par certains professions / Journaliste, Etc, ...)
- Suppression totale des niches fiscales perçus par les entreprises de type aide à l'impôt. Recherche et Centre
- Suppression de la loi Madelin en matière d'impôt.
- Suppression de toutes les réductions d'impôt et réductions d'impôt en matière d'impôt sur le Revenu.
- L'Etat devra se substituer aux associations humanitaires et à la Recherche du fait de la baisse des dons et de la Recherche résultant de la suppression des niches fiscales.

Toutes ces propositions, subordonnées à l'équilibre entre les dépenses nouvelles et les recettes ou à l'équilibre budgétaire.

La non indexation des pensions de retraite par rapport à l'inflation est scandaleuse. Pour éviter l'aggravation du fossé entre bases et hautes pensions il pourrait être mis en place le système suivant

Prendre comme base le SIVIC à 1500 €, la valeur de l'inflation (à 2% pour 2018) ce qui fait une augmentation de 30 €/mois donnée à toutes les pensions de retraite aussi bien les hautes que les basses pensions. Et tout à fait anormal, que les basses pensions, qui n'étaient pas impactées par la CSG, n'aient la valeur de leur pension indexée sur l'inflation

- Pourquoi, ne pas faire les élections législatives à un mandat du président cela éviterait que les partis au pouvoir s'attribuent tous les droits pendant 5 ans! En instaurant aussi un minimum de proportionnelle (à 3%)



Bonjour Mr le Président,

Les autoroutes sont devenues trop chères à emprunter. Je suis de classe moyenne et je commence à les éviter ce qui est dommage car elles contribuent à la sécurité routière dont je sais que vous y êtes très sensibles. Cet outil d'infrastructure a été payé par nos impôts et l'augmentation des tarifs de péage chaque année au 1^{er} février rend confiscatoire ces axes qui font partie normalement de la liberté de circulation.

SANS aller jusqu'à rendre la totalité des autoroutes gratuites car l'entretien coûte cher également, je vous demande de réétudier les marchés à chaque fin de concession et d'étudier également la possibilité d'une vignette forfaitaire annuelle comme le fait déjà la Suisse pour son propre réseau.

En vous remerciant de prendre en considération ma demande je vous adresse mes meilleurs sentiments les plus respectueux.

- Reinstauration de l'ISF.
- Meilleure gestion de nos impôts, des sommes nous pèus.
- Diminution des indemnités, du train de vie de nos députés, sénateurs. Pourquoi une telle retraite à la fin de leur mandat?
- GSG sur les retraites : stop.
- Arrêt de fermeture des services publics dans nos comm. p. g. m.
- Desendarcage des petites communes de plus en plus isolées, mal desservies.
- A quand plus de ^{rouge} ~~vert~~ dans les rues comme cela avait été promis.
- Diminution de l'impôt sur le revenu meilleure répartition des tranches.
- Les Taxes de Taux en 6. Taxes se suffisent!
- A quand la nationalisation des autoroutes que nous avons déjà payé avec nos impôts.

- ~~autres~~



M. le président,

Voici les doléances,

- Rétablissement de l'ISF pour financer la justice sociale
- SMIC à 1800 € et relèvement des minima sociaux
- Dégel du point d'indice de la fonction publique
- Arrêt du "flicage" des demandeurs d'emploi et des radiations systématiques de pôle Emploi
- Arrêt des réformes dans l'éducation et rétablissement du droit de chaque bachelier à choisir sa formation universitaire → embauche massive de personnels pour les accueillir dans de bonnes conditions, y compris les étudiants étrangers.
- Suppression du CICE et utilisation des fonds pour la justice sociale et la transition énergétique notamment en faveur des plus faibles.
- Arrêt de la mise en concurrence des territoires par la métropolisation, entre autres.
- Redéploiement des services publics sur l'ensemble des territoires ruraux et urbains avec embauche massive dans la fonction publique.
- Réforme fiscale remettant l'impôt sur le revenu au cœur de la redistribution (rétablissement des 17 tranches, suppression des impôts injustes tels que la TVA)
- Accueil des migrants dans des conditions dignes de la richesse de notre pays, arrêts des expulsions systématiques et aides aux pays d'émigration.

26/12/2017

Sur une réforme institutionnelle :

Consultation du peuple plus fréquente, par voie de référen-
dum national mais également local.

Suppression du Sénat
reconnaitre et comptabiliser le vote blanc aux différents scruti-
lectoraux

promulgation des lois par les citoyens eux-mêmes

Pouvoir à la baisse toutes les taxes.
Création d'une assemblée citoyenne.

transports et écologie

réduction de la TICPE ainsi que la taxe carbone.

interdiction du glyphosate

reconnaissance de la responsabilité de l'état et des planteurs
dans l'empoisonnement au Chlorpyrifos et indemnisation de
la population

annulation du projet de loi du biocarburant à l'huile
d'olive (gaz de schiste et OGM)

abandon du projet de renouvellement du parc automobile
français en électrique et mise sur le marché de biocarburant

pour lutter contre la précarité

Augmentation des retraites

Fin des régimes spéciaux
réévaluation de l'allocation pour le logement.

Augmentation des aides financières aux étudiants pour
l'installation, la mobilité et la culture

Retraite au calcul identique pour tous

Fin des privilèges pour les sénateurs et les députés.

Fin des privilèges pour les anciens présidents de la
République.

En faveur de la réduction du budget des comptes publics

réduction significative des salaires des membres du gouver-
nement

suppression des privilèges (salaire après mandats, emplois
à temps partiel, indemnités)

contrôle des notes de frais des élus.

réforme PARLITAIRE OBLIGATOIRE et plus en Assemblée

Création d'un vrai POSTBAC.

Inclusion des personnes handicapées dans tous les domaines de la société

Accès à la culture pour tous

Diminution de l'assistanat

Suppression de l'article 80 (ambulanciers)

Refonte proportionnelle totale du régime des droits de succession.

Non à la mine d'or industrielle en Guyane.

et NATIONALISATION des Autoroutes Françaises

Augmentation significative des salaires des fonctionnaires de catégories B et C.

Je suis disponible pour toute discussion.

Bonjour,

Je suis tout à fait favorable au RIC, Référendum d'Initiative Populaire, Qui nous permettra de nous exprimer et vous aider avant de voter des lois, pas toujours adaptées au peuple

Contre l'injustice fiscale qui favorise les riches, qui sont de plus en plus nombreux, surtout depuis 18 mois, au détriment de la classe moyenne qui n'existe plus. Il y a le riche et le pauvre !!

Pourquoi pas de fiscalité sur l'ART, les véhicules de luxe et autre ??

Contre l'augmentation de la CSG, le gouvernement précédent avait bloqué les retraites, plus d'augmentation pendant 5 ans, le gouvernement actuel non seulement il maintient la non augmentation des retraites mais rajoute une couche en augmentant la CSG.

Les retraités sont doublement défavorisés, les mutuelles sont excessivement élevées, les médicaments de moins en moins remboursés, les assurances augmentent, l'électricité, le gaz et le comble le pétrole baisse mais cette baisse n'est pas répercutée sur le prix à la pompe, il y a quand même un problème.

En ce qui concerne l'écologie, nous sommes conscients qu'il faut faire quelque chose mais là encore il y a un problème. Faut arrêter de s'attaquer aux petits en augmentant le carburant et le diesel pourquoi vous ne parlez jamais de la déforestation abusive pour planter des palmiers à huile, néfaste pour la santé et la planète ; certaines tribus sont délogées encore une fois pour favoriser les riches, les animaux sont délogés quand ils ne sont pas tués... oui on nous informe que certains sont en voie de disparition ; les abeilles pourtant nécessaires sont décimées !! mais posez vous les bonnes questions. STOP aux pesticides qui tuent non seulement les paysans mais également la population. Vous êtes vous interrogés ??

Il en est de même pour les véhicules électriques !! que ferez vous des batteries lorsqu'elles ne seront plus valables ?? il n'y aura pas assez d'électricité, allez vous continuer à construire des centrales nucléaires ?? et le lithium n'en parlons pas !!

Aujourd'hui les caisses sont vides, OK mais tout le monde doit jouer le jeu, pourquoi un parc automobile aussi important avec chauffeur, covoiturage comme tout le monde, trop de secrétaires (l'informatique devrait faciliter les choses comme dans les entreprises où il y a eu suppression d'emploi) au gouvernement certains se sont autorisés de belles augmentations alors qu'en bas certains sont obligés de compter en permanence pour faire face.

Voilà le RIC devrait vous aider à nous comprendre.

Vivez avec un smic et ses charges et vous comprendrez ce que c'est

Entendez bien les cris de la misère

- Fin de la politique d'austérité. On cesse de rembourser les intérêts de la dette qui sont déclarés illégitimes et on commence à rembourser la dette sans prendre l'argent des pauvres et des moins pauvres, mais en allant chercher les 80 milliards de fraude fiscale.
- Que les causes des migrations forcées soient traitées.
 - Abolir le décret du 29 avril 1976 Le regroupement familial fut rendu légal, et institutionnalisé, par le président Valéry Giscard d'Estaing et son premier ministre Jacques Chirac en 1976. (Décret du 29 avril 1976).
- Que les déboutés du droit d'asile soient reconduits dans leur pays d'origine.
- Qu'une réelle politique d'intégration soit mise en œuvre. Vivre en France implique de devenir français (cours de langue française, cours d'histoire de France et cours d'éducation civique avec une certification à la fin du parcours).
- Salaire maximum fixé à 15 000 euros.
- Que des emplois soient créés pour les chômeurs.
- Augmentation des allocations handicapés. Ainsi que les Invalidités rente 2&3 catégorie
- L'intégralité de l'argent gagné par les péages des autoroutes devra servir à l'entretien des autoroutes et routes de France ainsi qu'à la sécurité routière.
- Le prix du gaz et l'électricité ayant augmenté depuis qu'il y a eu privatisation, nous voulons qu'ils redeviennent publics et que les prix baissent de manière conséquente.
- Fin immédiate de la fermeture des petites lignes, des bureaux de poste, des écoles et des maternités.
- Apportons du bien-être à nos personnes âgées. Interdiction de faire de l'argent sur les personnes âgées.
- Fin des indemnités présidentielles à vie.
- Interdiction de faire payer aux commerçants une taxe lorsque leurs clients

Bonjour,

Pourquoi notre président de la " République " annonce 1006 d'augmenter du Smic alors que c'est FAUX!

Pourquoi un Travailleur handicapé doit travailler après 60 ans malgré?

Desirs:

- Retrait des loi dite " El Konnie " et ordonnances " bis tracé "
- Retrait des Taxes sur l'énergie (comment accepté que des gens ne peuvent se chauffer en 2018) (0,93 abattement)
- Retrait des lanceurs de Balles de défense et grenade de désencerclement
- une meilleure transparence de la rémunération de nos élue(s) et ensuite une refonte complète et plus juste (dernier scandale : D¹⁰ Jovanov 14000 €/mois)
- Prime exceptionnelle (Pour qui ?)

- solution

- on repense devant les urnes (assemblée nationale)
- Proportionnelle et vote blanc
- Une vraie augmentation des salaires -

Cordialement

Pascal.

Lettre de doléances

1) Pour les politiques :-pas de cumul de mandats

-rémunération à la baisse

-pas de salaires à vie, ni avantages (chauffeur, voiture, garde du corps) : avec leur retraite ils se paient ces avantages là si nécessaire

-réduction des parlementaires et qu'ils soient représentatifs des diverses couches sociales

-payer un loyer pour les résidents de l'Elysée, Matignon et autres ministères (apparemment C'est ce qui se fait en Allemagne)

- retraites pour les politiques à revoir en général (comme c'est fait pour celles de tout le peuple français)

2) pour les entreprises étrangères installées en France :

-doivent payer des redevances ou impôts sur les activités et profits faits en France (ex Amazon, etc .)

3) Faire en sorte de privilégier les entreprises françaises et les produits français en les aidant (pour éviter le surcoût aux consommateurs par rapport aux produits importés)

4) pour les Français :

-si on veut que les Français consomment et consomment français : il faut augmenter leur pouvoir d'achat

(par exemple les fonctionnaires ont leur point d'indice gelé depuis 5 ans (1 % avait été accordé par le gouvernement Hollande mais passé inaperçu avec l'augmentation de la CSG), à aligner en fonction de toutes les augmentations (produits consommés, multiples taxes ou augmentations électricité, gaz, eau etc.)

-tout salaire minimum (SMIC RSA etc.) doit être calculé en fonction du coût de la vie pour que chacun vive à son aise sans avoir à calculer dès la moitié du mois

-en revanche il faut contrôler toutes les aides accordées aux plus démunis : il y a des abus : ex : vérifier qu'un parent seul avec enfants soit bien seul et non en couple non déclaré. Attention, il y a beaucoup

d'abus car beaucoup de personnes essaient de tirer le maximum d'avantages de tout côté !

-les personnes bénéficiant du RSA ou au chômage pourraient effectuer quelques heures de travaux divers pour leur commune (aides, jardinage, accompagnement de personnes âgées seules ou handicapées...)

-les retraités qui partent vivre à l'étranger doivent continuer de « payer un minimum de taxes » à la France puisqu'ils touchent leur retraite de la France

5) attention aux hôpitaux !!!

Les fonctionnaires qui y travaillent sont mal rémunérés, travaillent dans de très mauvaises conditions, et beaucoup de gens décèdent aux urgences faute de soins ou de temps à leur consacrer (plusieurs personnes de notre entourage y compris nous, ont perdu des personnes âgées dans des circonstances pas toujours très claires)

6) attention à l'éducation nationale !!!

Ne bradons pas l'éducation des enfants à coup de réformes destinées à supprimer des postes et faire des économies !!! (ex la nouvelle réforme du lycée prend cette voie). De plus les réformes sont toujours faites dans l'urgence sans la moindre consultation de la base et sans élément

Le fait d'employer des contractuels moins bien rémunérés, corvéables et payés au compte-goutte dégrade les conditions d'enseignement.

Il faut repenser le système et revaloriser le métier d'enseignant sous payé par rapport au niveau d'études et aux exigences du métier face à un public humain, de jeunes , pas toujours facile

Sujet: Propositions

De : Anne [REDACTED]

Date : 07/01/2019 19:26

Pour : doleances@mairie-ramonville.fr

Bonjour,

En préambule, je ne soutiens pas les gilets jaunes, je suis en désaccord avec leurs revendications initiales et je condamne leurs méthodes de blocage, de casse et de violence. Je ne leur reconnais absolument pas le droit de parler en mon nom. C'est pourquoi j'écris ces propositions.

A mon sens il faudrait que les entreprises soient plus impliquées dans les sujets de société et contraintes à mettre en oeuvre :

- le télétravail, c'est bon pour la planète,
- la loi sur les salaires hommes-femmes,
- la répartition des gains (moins de dividendes aux actionnaires, plus de participation aux employés ou obligation de placer des fonds dans la recherche),
- enfin la formation en entreprise est une véritable gabegie, il y a des pistes d'économie et de meilleure redistribution de ce côté.

J'aimerais enfin que l'Europe prenne de la hauteur et traite les sujets de fond : moins de normes ridicules et plus de vision d'avenir pour la population.

Bien cordialement

[REDACTED] é.

Sujet: Un pour tous , tous pour un .

De : Jean-Claude [REDACTED]

Date : 06/01/2019 16:32

Pour : doleances@mairie-ramonville.fr

Bonjour,

Je voudrais vous faire part de mes observations:

-Sur la fiscalité. Je voudrais que tout le monde paye de l'impôt ô bien sur, suivant ses moyens ne serait-ce 1,2,ou 10€ se serait la justice sociale.., ce qui ne semble pas être le cas.

-Sur les retraites. Indexer les retraites sur l'inflation(voyons quels sont les critères que l'on inclue pour le reflet du cout de la vie par exemple).

-sur l'essence- On prends toujours pour exemple les pays voisins, hé bien justement regardons ce qui se fait de mieux chez eux.

-sur la santé. Ceux qui se sont battus pour notre système social (le meilleur de monde parait-il) conservons le, mais pas en détricoter certains produits en ne remboursant presque plus. C'est le cas par exemple des verre de lunettes (2€ et des brouilles). Croyez vous que celui ou celle qui porte des verres correcteur le fait par snobisme ??

-Sur les transports- Innover de façon à ce que les citoyens aient le sentiment de ne pas être abandonnés au profit des grosses agglomérations.

-Sur le loyauté- Dire aux français à quoi est utilisé votre(notre)impôt. Dire également quelle somme annuelle est attribuée aux migrants. Dire aussi combien coûte de faire faire un rond point!

-Sur nos représentants- Dire pourquoi il y a trop de députés et de sénateurs en France pour un total de 66 millions d'habitants alors qu'aux USA , ou plus proche de nous ils sont moins nombreux.

-Dire pourquoi mettre des radars sur des lignes droites ou en bas de descentes, il y en a trop ou trop peu! et ce n'est pas pour la sécurité routière qui a bon dos! En tant qu'IDSR je suis prêt à vous démontre le contraire.

-Le 80 km/heure-Donner les raisons de la justification! C'est évidents si on roule moins vite, les accidents seront moins graves, mais à 50 ou 40 ou 30 encore?? une voiture au garage ou qui ne roule pas,zéro accident, bravo la sécurité routière!

Je ne sais pas ce que vous ferez de ce papier, mais sachez qu'en tout cas j'ai fait mon devoir.

Sujet: Doléances [REDACTED] Clément

Date : 05/01/2019 20:52

Pour : "doleances@mairie-ramonville.fr" <doleances@mairie-ramonville.fr>

Bonjour,

Je remercie dans un premier temps la mairie de Ramonville d'organiser cette collecte des doléances. Je suis étudiants en doctorat à Toulouse en Science de la Terre et de l'Environnement et résidant à Ramonville.

Les différentes doléances que je tiens à soumettre sont les suivantes :

- Le RIC dans un premier temps pour mettre le citoyen au cœur de la vie politique.
- L'augmentation du SMIC financé par une vraie poursuite des personnes faisant de l'évasion fiscale.
- La suppression des avantages des ministres et des sénateurs à la suite de leur mandat qui est totalement injuste.
- La diminution drastique des salaires des sénateurs et des ministres. En effet, leur travail n'est pas plus dur que celui d'une aide-soignante ou d'un agent d'entretien.
- Un pouvoir plus important attribué aux maires qui sont souvent plus près des préoccupations du « peuple ».
- Une vraie JUSTICE envers les politiciens, chefs d'entreprises et personnes très riches, qui fraudent et qui violent la loi, et qui sont actuellement au-dessus des lois. Comment est-il possible de laisser des gens violer des lois et punir d'autres qui manifestent ?
- A propos des sans-abris, un des objectifs du gouvernement étaient que plus personne ne soit dans la rue. Il est clair que l'objectif n'est pas atteint. Il me semble qu'à travers la France, de nombreux logements sont laissés à l'abandon et tombent en ruine. Je propose donc que ces logements laissés à l'abandon soit réquisitionnés et que les sans-abris et les migrants accueillis y soit logés. Ils pourraient ainsi avoir un logement partagé, qui pourrait être encadré par des membres d'associations, et avoir un terrain où ils pourraient cultiver et ainsi se nourrir partiellement. De telles mesures ne demanderaient pas de gros investissements, et les personnes qui sont propriétaires des biens à l'abandon n'ont donc en aucun cas besoin ni envie de profiter de leur bien.
- Du point de vue écologique, je crois que les biocarburants à base de microalgues peuvent être une solution efficace qui permettrait de produire localement du carburant, sans puiser dans les réservoirs fossiles. Cette solution permettrait également de ne pas subir les variations du prix du pétrole et de continuer à développer d'autres technologies. En effet, la voiture électrique n'est une solution que si l'électricité est une électricité 100% verte.
- Un deuxième point sur l'écologie est la réduction des déchets. La réduction des emballages peut être imposée et mise en place sans coûts supplémentaires. Le compostage des déchets réduit énormément les déchets également. Je crois savoir que ces compostes ne sont en suite pas utilisés. Ils pourraient peut-être servir aux agriculteurs afin d'enrichir les sols cultivés qui s'appauvrissent.

Je dis à tous les politiciens qui résumant ce mouvement à un déchainement de violence prouve clairement qu'ils sont totalement déconnectés des réalités, et que cela ne fera qu'augmenter la colère du peuple.

Finalement, je suis profondément triste de voir que l'exécutif souhaite juste que ce mouvement s'arrête, que rien ne change et qu'ils continuent de toucher un salaire astronomique pour finir avec une pension qui finira de payer leur villa sur la mer.

Sujet: Doléances

De : "Elisabeth [REDACTED]"

Date : 30/12/2018 16:55

Pour : <doleances@mairie-ramonville.fr>

Bonjour,

Voici ma liste non exhaustive de doléances, pour que la France montre l'exemple :

1. Transition écologique:

- Pas de voitures électriques.
- Remplacer les contenants en plastique par des contenants en verre consignés.
- Accès libres et gratuits aux déchetteries pour tous (particuliers et entreprises).
- Collecte de déchets organiques et mise en place d'un compost dans chaque mairie
- Favoriser l'hydroélectricité.
- Interdire tous les pesticides et insecticides.
- Rendre l'agriculture bio obligatoire et intégrer la biodiversité et la préservation des sols à l'enseignement agricole.
- Autoriser la commercialisation des semences paysannes
- Subventionner la manufacture locale.
- Développer les éoliennes offshore

2. Santé

- Revaloriser les salaires et embaucher infirmiers et aide soignants
- Couvrir le territoire de médecins spécialistes et généralistes
- Gratuité des préservatifs et de la pilule contraceptive
- Inscription dans la constitution du droit à l'avortement
- Redéfinir les fonctions de l'Agence du Médicament
- Prise en charge à 100% des prothèses dentaires et auditives et des lunettes.
- Redéfinir le service des urgences.

3. Emplois et salaires

- Indexation des retraites
- Ecart de rémunération: réduire l'écart entre le salaire le plus bas et le salaire le plus haut dans les entreprises
- Augmenter le SMIG et supprimer la prime à l'emploi
- Réserver le CICE aux entreprises locales en difficulté
- Taxer fortement les emplois précaires voire les interdire
- Affiliation obligatoire à un syndicat pour une plus grande pluralité et une meilleure représentation.

4. Fiscalité

- Augmenter le nombre de tranches des impôts afin que tous payent de manière plus égalitaire
- Tout français, même vivant à l'étranger, doit payer des impôts en France

5. Sécurité routière

- Limiter la vitesse aux endroits dangereux
- Remettre en état les routes défectueuses
- Renationaliser les autoroutes
- Développer le ferroutage
- Taxer les poids lourds qui transitent par la France

6. République et démocratie

- Élections : comptage vote blanc
- Élection de l'assemblée à la proportionnelle et à mi mandat présidentiel.
- Redéfinir le rôle du président et du 1er ministre.
- Supprimer l'apparat et le faste cérémonial à l'Élysée et aux assemblées.
- Remboursement des frais uniquement sur justificatifs de toute la classe politique
- Réduire à néant la place du conjoint et les frais associés.
- Redéfinir la situation matérielle des élus.

7. Education

- Rendre obligatoire une pause de 20 minutes de lecture quotidienne pour tous, enfants et adultes, dans les écoles, collèges et lycées

Merci de transmettre ces doléances à qui de droit.

Patrice [REDACTED]

le 10 Janvier 2019

Pour être entendu, je crois qu'il faut être simple
Je sélectionne donc 2 doléances

- 1 Publication du rapport Action Publique 2022
commandé par le gouvernement et pour l'instant resté
discret voire secret.
- 2 Pouvoir d'achat.
Augmenter le SMIC d'au moins 10% sans recourir à
des artifices liés à la prime d'activité.

Quelques doléances

Même traitement que l'on soit un citoyen lambda ou un élu

Un chômeur qui ne se présente pas une fois à Pôle-emploi voit son Indemnité se ratatiner. Chaque fois qu'un élu ne se présente pas à une réunion de son groupe de travail (sénat, assemblée nationale, conseil départemental, etc.) il doit subir la même sanction (voir les bancs de l'assemblée nationale lors de certaines séances).

Les retraités : la vache à lait

La population française vieillit. Il y a donc de plus en plus de retraités mais ils ont de plus en plus de dépenses à prévoir vus les ennuis que procurent la vieillesse. Alors cessons de les ponctionner.

Minimum vieillesse et indemnité chômage

Il faut augmenter considérablement ce minimum pour permettre une vie décente. Pour cela un moyen simple : limiter la durée des allocations chômage et mettre en place un système d'indemnité décroissante en fonction du temps et des places refusées. Exemple : un salon de coiffure fait une demande à Pôle-emploi, 150 coiffeurs y sont inscrits, 3 se présentent pour le poste et refusent parce que « on est en juin et l'indemnité dure encore 2mois »...

Les impôts

Les inspecteurs des Impôts ont, actuellement, à leurs dispositions un outil extraordinaire : l'informatique. Comment peut-on «échapper » au paiement de l'impôt ? Pourquoi ne pas sanctionner sévèrement les tricheurs ? Recevoir son salaire ou sa pension en France et aller vivre dans un pays étranger pour ne pas payer l'impôt sur le revenu devrait être interdit. Aujourd'hui, avec le prélèvement à la source c'est facile à mettre en place.

Doléances.

- **L'égalité est une devise au fronton de la République.** Elle doit s'appliquer effectivement et uniformément aux personnes, sociétés civiles et commerciales de toutes tailles, aux impôts et aux taxes.
- **Publier la liste exhaustive** des taxes existant en France, justifier chacune d'elles, supprimer les doublons.
- **Diminuer significativement les impôts.**
- **Augmenter le pouvoir d'achat.**
- **Il faut uniformiser la CSG des retraités** et supprimer la taxe d'habitation pour tous ceux qui l'acquittent.
- **Une seule charge publique, pas de cumul.** Un unique mandat, non renouvelable. Avec *publication des résultats* obtenus à mi-mandat.
- **Obligation d'assistance permanente des députés et sénateurs aux séances,** sous peine de leur appliquer une pénalité, comme aux chômeurs. Publier régulièrement l'activité de chaque élu.
- **Revenus des hauts fonctionnaires.** Les salaires et primes diverses seront complètement déclarés, les primes justifiées, y compris à Bercy.
- **Justice totalement indépendante,** avec le financement et les personnels adaptés aux charges de travail. Etudier le problème des *actions de groupe* dans le but d'étendre leur portée.
- **Le financement des régions** est à repenser de manière non régalienne, avec la participation effective des édiles locaux. Pas seulement consultative.
- **Le referendum d'initiative citoyenne** mis en place, sans contrôle *a priori* du gouvernement, ni limitation arbitraire des sujets à traiter.
- **Tenir compte des abstentions et des votes blancs** lors des scrutins.

Reforme fiscale pour une plus juste repartition des richesses
augmentation des retraites (au moins 2000 euros pour un couple)
augmentation des salaires

Referendum

Lutte contre le chômage

Baisse de la TVA sur les produits de mercurie
déter et amandes des vrais polluants

Baïsson des salaires des hauts fonctionnaires

Referendum citoyen

Revalorisation des retraites à 2000€ pour un couple

Repartition des richesses

Plus de prise en charge pour les Malades

Bulletins blancs dans les urnes valables aux
electeurs

Bonjour,

Voici ma liste de doléances à la PREVERT, non exhaustive.

Refonte de l'appareil de l'Etat afin de réduire les dépenses liées à son fonctionnement :

Hauts fonctionnaires et Elus :

Rémunérations et avantages liés à leurs fonctions facilement consultables.

Elus rémunérés en fonction d'un barème basé sur le salaire moyen d'un salarié du privé compte tenu de des responsabilités et du temps passé.

Hausse des rémunérations des hauts fonctionnaires et des élus basées sur la hausse des retraites, ou du chômage

Même régime de retraite et de chômage que le reste de la population.

Elus payés à l'heure de présence aux assemblées.

Limite à 2 mandats pour toute élection.

Pas de cumul des mandats.

Retraite à 75 ans pour un élu

Pas d'éligibilité ou de poste de haut fonctionnaire si casier judiciaire.

Fin des privilèges du type : Prime en cas de décès et autres services gratuits pour l'élu ou l'un des membres de sa famille.

Logement de fonction, chauffeur ... supprimés à la fin du mandat.

Sénateurs élus au suffrage universel direct, plus de grands électeurs.

Obligation de se déplacer en train (ou en bus) pour les trajets de 3h et moins

Réduction des véhicules dédiés aux ministères.

Stage ouvrier OBLIGATOIRE pour tout élu. (à chaque mandat).

Siège limité à 5 ans pour les membres du Conseil Constitutionnel...

Globalement fin des privilèges pour des personnes élues et financées par le peuple qui usent et abusent (pour beaucoup) de leur statut.

Fonctionnaires des assemblées, ministères et autres institutions d'état rémunérés sur les mêmes bases que l'ensemble des fonctionnaires des autres administrations.

Revoir à la baisse le nombre de fonctionnaires travaillant dans les différentes institutions d'ETAT (libèrera des fonds pour les fonctionnaires de « terrain » santé, police ...)

Revoir le fonctionnement des Instances situées à l'étranger : deux Exemples : la Casa

à Madrid, les artistes continuent à être rémunérés bien après leur passage dans

l'établissement. Pourquoi le service informatique du service économique du Ministère

des finances se situe-t-il à Bruxelles ? Et je pense qu'il y en a bien d'autre.

Retour de l'ISF

Libéralisation du cannabis = revenus pour l'état = moins de trafic = Services d'ordre plus disponibles pour d'autre actions.

Après les réductions de budget, les dépenses :

Meilleure rémunération et augmentation du nombre de :

Infirmiers

Policiers

Profs ...

Meilleure prise en charge des personnes handicapées :

Revalorisation des allocations

Plus de place en instituts (plus de personnel)

1 sur 2

Plus d'AVS avec des contrats couvrants au moins une année scolaire entière voir une scolarité.

Simplification des démarches : bon de transport taxis, dossier MDPH, accueil dans les établissements spécialisés.

Vrai statuts de salariés pour les personnes handicapées travaillant en ESAT

Meilleurs prise en charge financière pour tout appareillage.

Maintiens des services publics de proximité dans les campagnes.

Politique de transports qui tient compte des besoins des usagers et non des querelles politiques et des égos. (ex : métro de Toulouse, Ligne TGV...).

Interdire la fabrication de moteurs diesel avant de taxer les utilisateurs...

Réfléchir maintenant à l'élimination des batteries des véhicules électriques et des panneaux solaires qui seront obsolètes dans 10 ou 20 ans.

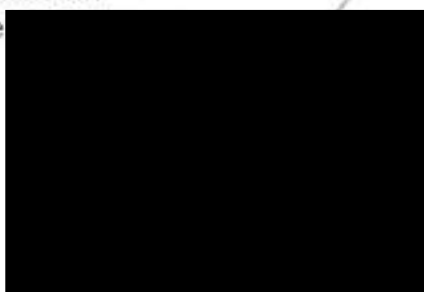
Voir obliger les fabricant à intégrer l'élimination des déchets polluants dans leur processus de R&D

En résumé que l'Etat se rende compte du faussé qui s'est creusé entre lui et les français "moyens". A vivre en permanence dans les ors de la République on finit par oublier la réalité. Lorsque les revenus baissent dans un foyer on effectue des coupes dans les choses non indispensables...

Merci pour le temps que vous passerez à la lecture de mon message.

Cordialement,

Sophie



2 sur 2

14 février 2019

Il serait possible de commencer le Débat National sans la réception des Kit du Grand débat National -

Je sais bien que Mr pdt Macron vient Jeudi 17/1/19 dans la Région -
Merci de votre intention.



Bonjour,

- je ne suis pas "gilet jaune" mais je souhaite
- des économies sur les salaires versés aux anciens, hauts fonctionnaires et la suppression de leurs avantages en nature. On pourrait prendre exemple sur les modèles scandinaves
 - d'impôt sur le revenu pour tous de 1 € à, plus de tranches en tous cas. Tous doivent se sentir citoyens et dans la "réciprocité" (pas de gratuité)
 - que plus de pouvoir soit donné à la cour d'comptes.
 - que soit revu le droit du sol et les regroupements familiaux trop systématiques.
 - que les retraités voient leur salaire indexé sur le coût de la vie (mais maintien de la CSG)

Hdaute [REDACTED]
[REDACTED]

Mes doléances -

néoatité de 65 ans
le 12.01.2019.

- demandes du RESPECT, de la JUSTICE

A. face: et de la Reconnaissance -

Si j'ai voté pour vous ce n'était pas pour votre programme que j'en ai prouvé que tout le monde, mais pour éviter le FN. J'ai prouvé par votre enthousiasme et le renouveau mais je ne vois au pouvoir que votre inexpérience et votre arrogance et votre manque d'écoute... et...

Voici mes doléances

- Fin de CICE → cet argent pourrait servir au lancement d'une industrie française de la voiture hydrogène (qui est eco contrairement à l'électrique).
- Fin de la hausse des taxes sur les carburants.
- Mise en place de référendums d'initiative populaire (constitution)
- récupérer les 80 milliards d'€ affectés chaque année au CAC 40.
- que les élus soient payés en "salaire médian", sans de transports, surveilles ainsi que diverses "autres" entées.
- Que les anciens "hauts diplomates" n'aient plus droit à un salaire indécemment à vie + exclusion définitive de tout élu ayant un casier judiciaire
- moyens conséquent accordés aux hôpitaux, à la justice, police et gendarmerie (félicité) + heures sup. payés ou récupérés
- Affaiblir l'influence des labor. pharmaceutiques (états généraux de la santé et de l'hôpital) pas de CSG pour les retraités de moins de 2000€
- que l'argent intégral des péages des autoroutes servent à la réfection des routes ainsi qu'à la sécurité routière.
- Rendre la France afin de diminuer les importations (donc la pollution) et faire vivre nos agriculteurs français.
- les prix du gaz et de l'électricité ayant augmentés depuis leur privatisation, nous voulons qu'ils redeviennent public et que les prix soient bloqués en cours.
- Fin du royaume de lobbies et autres réseaux d'influences.
- Immigration: empêcher les flux migratoires impossibles à accueillir ni à intégrer, vu la crise que nous vivons. Merci

Merci d'avoir ouvert ce cahier -

Dans le cadre des problèmes liés au changement climatique, il est important de maintenir le 80 km/h et les radars :

- réduction de la consommation d'essence et de la pollution
- diminution du nombre des victimes (10 morts par jour)
- diminution des coûts de la sécurité sociale.

Si l'ISF est maintenu, il doit y avoir des contreparties rigoureuses

Le permis de chasse national payant doit être rétabli. La chasse devrait être interdite une partie du week-end pour la sécurité des randonneurs.

Ramonville.

Je soutiendrai toutes les mesures prises qui iront dans le sens des valeurs républicaines auxquelles je suis très attaché. Liberté, Egalité, Fraternité, ne sont pas de vains mots mais des objectifs à atteindre et à défendre en permanence. Il y a nécessité aussi de rappeler les devoirs du citoyen et tout le monde doit y adhérer sans exception. Aujourd'hui, la cupidité, l'injustice et la violence mènent le monde. Les valeurs humaines sont bafouées tous les jours.

Les enjeux à venir sont énormes et non compatibles avec notre mode de vie actuel.

Comment allons-nous faire face au dérèglement climatique, à la demande d'énergie constante, à la pénurie d'eau potable, à la surpopulation, aux phénomènes migratoires (certains veulent construire des murs ... ça rappelle la ligne Maginot ...) ?

Nous sommes aussi dans un contexte mondial et la France doit trouver des partenaires pour inventer de nouvelles règles du jeu où l'humain soit au premier plan. Sinon, dans ce monde chaotique, quel avenir pour nos enfants et petits-enfants ? Le challenge à relever n'est pas facile mais devrait motiver tous les gens de bonne volonté !

Ce monde meilleur, c'est à nous de le bâtir. Ci-dessous quelques suggestions non exhaustives :

1 – Salaires et retraites

L'échelle des salaires est à revoir complètement. Les écarts de rémunérations entre grands patrons, hauts cadres et les ouvriers vont en croissant et sont indécents. Nécessité de prévoir une butée pour revenir à la raison.

Pensez-vous qu'on puisse être célibataire et vivre à Paris ou dans une grande ville avec 1 200 € par mois ?

Cela ne fait qu'encourager les trafics en tout genre et incite les gens à rester au chômage

Comment vivre également avec une retraite de 800 ou 900 € ?

2 – Justice fiscale

Je suis fier de payer des impôts mais je ne peux admettre que des gens qui gagnent plus que moi en payent proportionnellement moins. Tout cela parce qu'ils utilisent des conseillers fiscaux toujours à la limite de légalité (dans le meilleur des cas) et sans parler de l'évasion fiscale vers les paradis fiscaux.

Suppression des niches fiscales et des avantages fiscaux très juteux accordés aux expatriés dans certaines contrées.

3- Corruption – Spéculation

Les Bourses sont entre les mains de « gangsters à cols blancs » qui passent leur temps à effectuer des mouvements d'achats et de ventes (c'est même automatisé via des algorithmes). De plus, on fait circuler des « fake news » pour faire toujours plus de plus-value avec pour conséquence de créer une énorme bulle spéculative qui pourrait générer une crise financière mondiale majeure à tout moment. Nous vivons assis sur un baril de poudre.

Pourquoi ne pas mettre en place un système de taxe progressive ? Plus je garde mes actions, moins je suis imposé.

Si j'achète et que je vends dans la même journée et que je réalise un gain, alors c'est que je spéculé ou que je me suis trompé et mes gains seront alors taxés à 100%.

Répartition des dividendes : 1/3 pour le personnel, 1/3 pour les actionnaires et 1/3 pour les investissements.

Suppression des retraites chapeaux et parachutes dorés. N'ont-ils pas eu des salaires plus que confortables ?...

Suppression progressive de l'argent liquide pour éviter toute forme de trafic.

4 – Ecologie

Développer une agriculture bio de proximité et à taille humaine.

Interdiction des fermes de 500 ou 1000 vaches et des élevages intensifs de toute nature. C'est monstrueux !

Augmenter les taxes des appareils ménagers à durée de vie courte et non réparables (obsolescence programmée)

5 – Justice sociale

Il n'y plus d'égalité des chances sur le territoire. Cela touche l'école, la santé et la justice. Comme le disait Jean de La Fontaine « selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir ».

Renforcer le partenariat avec toutes les associations qui œuvrent dans ce domaine.

C'est un travail colossal à effectuer.

6 – Personnes âgées

Les EHPAD ne sont plus adaptés à recevoir une population vieillissante qui arrive en bout de vie avec des pathologies extrêmement lourdes plus du domaine des hôpitaux gériatriques et psychiatriques. Il faut d'urgence inventer un nouveau système. De plus, la situation est dramatique et les coûts pour les familles sont exorbitants. Il faut revoir la « loi de fin de vie », arrêter l'acharnement thérapeutique et donner le droit de mourir dignement pour ceux qui le souhaitent et ont manifesté clairement leurs intentions lorsqu'ils avaient toutes leurs facultés.

7 – Simplification des structures de l'état - Consultation du peuple

Notre structure administrative multicouche est trop lourde, trop couteuse et pas suffisamment réactive. Supprimer au moins un étage me semble possible.

A-t-on aussi besoin de deux chambres pour avoir un fonctionnement démocratique ?

Nécessité de donner la parole régulièrement aux électeurs pour échanger, contrôler et prévoir sous une forme qui reste à définir. Des référendums, pourquoi pas, mais avec des garde-fous pour éviter tout dérapage !

Prise en compte des votes blancs dans chaque élection.

8 – Europe

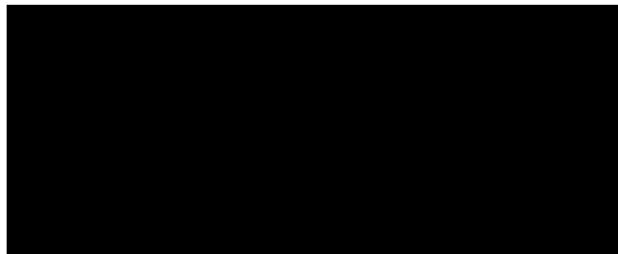
Oui pour une Europe sociale, non pour l'Europe des marchands !

Chaque pays constituant n'est rien tout seul et notre intérêt est de nous regrouper en mutualisant les frais.

Harmonisation des salaires (vers le haut) et des taxes pour éviter la concurrence déloyale inter-états.

Mutualiser nos moyens de recherche dans le domaine de l'écologie de façon à devenir un leader mondial.

Avec notre potentiel technologique et la qualité de nos chercheurs nous en avons les moyens.



18/01/2019 -

- Que tout le monde paie des impôts sur revenus - (et non pas que 47%) -
- En justice = que les lois soient appliquées -
- Quota sur d'immigration -
- suppression "des retraites" et des privilèges des anciens présidents et ministres

18.01.2019

A) Ferme de 50 : comment y accéder en occasionnant le moins de nuisances ? Propositions :

- 1 - ouvrir une voie pour les véhicules à moteur (autos, cars, ...) venant du Sud (côté Auzerville donc) longeant l'autoroute et parking près de l'autoroute. Les occupants des véhicules pourront accéder à pied aux espaces verts et au canal.
- 2 - interdire aux véhicules motorisés (autos, bus, ...) de emprunter le Pont de Marge - Pommès (barrière amovible du genre vite montante et descendante pour un accès seulement aux véhicules autorisés : riverains, personnes à mobilité réduite, véhicules de secours, ...)

B) Eaux pluviales dans la rue J. Prévert en cas de fortes pluies : ~~des~~ solutions pour que les eaux soient évacuées et éviter les habituelles inondations (détournement en amont ?)

C) Port. Sud : Peinture extérieure des immeubles. y'ai entendu dire que la mairie imposait la couleur grise et blanche alors que les occupants ne sont pas d'accord. Des couleurs chaudes (dans le rouge ou l'orange) me paraissent plus adaptées à la région.

Le 21 Janvier 2019,

- ① Compte tenu des manifestations récentes
 - 1) Comment Ramonville informe sur la loi sur l'IVG ?
 - 2) Comment Ramonville informe la jeunesse dans les différents niveaux d'enseignement sur les moyens de contraception (garçons et filles)
 - 3) Faire réfléchir la jeunesse et plus sur les souffrances possibles dans le cas du point 1) et celle du point 2)
-

- ② Les Médecins à Ramonville = à libre choix ?
Plus aucun médecin homéopathe n'accueille de nouveau patient à Ramonville.
→ Accueillir et attirer de nouveaux médecins homéopathes et acupuncteurs sur Ramonville
-

- ③ Enseigner une utilisation critique des outils du numérique, des réseaux sociaux : tous les âges sont concernés de 4 ans à 90 ans -
[Il semble que les réseaux sociaux depuis octobre 2018 fonctionnent en circuit fermé avec un effet cocotte minute non modéré, non modérable]
Comment enseigner et on les outils du numérique de les écoles de Ramonville ?

4) en référence à l'annonce sur son site - je m's a voir le 18/01/19 à 19h03 réchylé par Marion ADOVE
→ également l'article du Huffpost du 14/01 à 20h49
→ il est cité à qui suit: "Epuiser les forces de l'ordre"
Souligne MAXIME NICOLLE sur un live publié Jeudi sur Facebook -"
↳ 17/01
Incitation déjà présente le 8/12 sur AGORAVOX, outside de TOTORHINO.

Ma question: Si on nomme cela "Incitation au harcèlement des forces de l'ordre", et vu les progrès (insuffisants en core mais existant) sur les sanctions en cas de harcèlement moral, pourquoi faut d'impunité depuis le 8/12 devant ces propos clairs et répétés ~~de~~ ^{la part de} ce Maxime Nicolle?

Si cette chose existait en entente avec une personne qui invite à épuisser une autre personne ou un groupe, les Pseudos seraient déjà sanctionnés, (à condition qu'il y ait "plainte")
voir le point 3 et la dynamique de cette minute quels que soient les propos tenus,

5) Réhabilitation juste et transparente des responsables publics excluant toute jalousie ou ressentiment -
Contrôle Assemblée et Sénat comme ce qui se fait au Parlement Européen depuis des jours - Rien n'est parfait mais au Parlement Européen on y voit plus clair sur les aspects financiers, techniques -

6) Expérimenter le remboursement des thérapies individuelles ou familiales ou de groupe pour prendre en charge le souffrance et les blessures de la vie

PROPOSITIONS

- On ne peut demander des efforts au peuple si on n'en fait pas soit même et il n'y a pas de petites économies ! Il faut que l'état montre l'exemple,
 - Réduire Le mille-feuilles bureaucratique et le train de vie fastueux de l'état ;
 - Certains hauts fonctionnaires touchent + que le chef de l'état lui-même ! On peut ne pas être d'accord avec Mr Macron mais lui il mouille la chemise tout de même.
 - Réduire le nombre de sénateurs et de députés ainsi que certains avantages en nature qui sont autant de rentes (Ex : voir les ex présidents)
- La France est un état providence (sécurité sociale, aides généreuses, etc.) mais cela doit s'accompagner de certaines limites,
 - Vis-à-vis de l'immigration établir un droit du sang à la place du droit du sol ;
 - Contrôler strictement l'immigration clandestine (Pb de frontières) ;
 - Contrôler strictement diverses aides (croisement des fichiers au niveau national voire à l'international si-possible) ;
- La France est le pays des droits de l'homme mais on se demande parfois où sont les devoirs ? Le principe de réciprocité devrait s'appliquer partout,
 - Égalité devant l'impôt. Tout le monde doit payer (même 1 euro symbolique) ;
 - Incivilités, casseurs = payeurs. Renforcement des moyens (justice et police), et des sanctions (travaux d'intérêts généraux, amendes etc.) ;
 - Renforcement de la législation vis-à-vis des aires de stationnement sauvages.
- Pollution et réchauffement climatique
 - Taxes sur les produits pétroliers fléchés vers la transition énergétique : (Ex: isolation thermique par l'extérieur des maisons) ;
 - Élimination des décharges sauvages.
 - Développement des transports en commun (train, métro), généralisation des aires de co-voiturage, etc. .

Madame Monsieur bonsoir ,

Je souhaiterais exprimer mon profond mécontentement face à l'inertie des pouvoirs publics nationaux (voire régionaux et départementaux) et ce depuis de nombreuses années, face au dérèglement climatique annoncé et à la pression des lobbies notamment ceux de l'agro alimentaire, de l'énergie , de l'agriculture , de la mode.... Alors que la catastrophe est annoncée , nous continuons à manquer de courage face à tous ceux pour lesquels seul l'argent compte. J'ai honte pour notre humanité qui fait courir le monde à sa perte.

Le courage politique c'est aussi dire que seul un citoyen responsable , un adulte responsable n'est crédible aux yeux des jeunes générations . quel exemple donnons nous à nos jeunes, nous qui consommons à tout va, qui jetons nos déchets partout, gaspillons l'eau alors que c'est le bien le plus précieux... les mauvais exemples sont tellement nombreux que je m'arrête là.

Certes quelques consciences éclairées nous appellent à la raison ou à plus de raison mais sur le fond personne ne veut changer , personne ne veut changer son quotidien.

Pourtant il suffirait de peu de choses ! que nous disent les manifestants « gilets jaunes » plus de justice fiscale, plus de transparence, moins de privilèges , plus de lien social aussi eux qui ont réussi à rompre leur isolement.

Je ne partage pas l'ensemble de leurs revendications aussi nombreuses qu'il y a de ronds-points et parfois contradictoires (moins d'impôt mais plus de service public) mais ils ont eu le mérite de porter sur le devant de la scène le mécontentement , l'irritation , l'incompréhension , la colère de nombreux

français.

Il suffirait de peu de choses disais je : un vrai service civique pour nos jeunes et pour les citoyens (qu'est ce que cela coûterait de donner 1 jour par an pour une action d'intérêt général comme cela se pratique dans d'autres pays, on pourrait le proposer aux volontaires et cela pourrait valoriser un CV) , pourquoi empêcher les agriculteurs de développer leur propres semences (a-t-on réfléchi à l'indépendance alimentaire de notre pays si nos semences dépendent du bon vouloir de telle multinationale ou d'un autre pays) , même observation sur les médicaments ou sur les vaccins. Il faut redonner du sens aux français (comment comprendre la position des politiques nationaux ou locaux dans certains politiques publiques : si leur responsabilité personnelle était engagée cela irait un peu mieux , il réfléchirait à leur décision avant d'engager le pays ou ses finances dans des projets ou décisions incompréhensibles. Souvent les citoyens ont plus de bon sens que nos représentants.

Je ne sais pas si mon message sera transmis , mais j'espère que la mairie de Ramonville proposera une réunion dans le cadre de ce débat car il faut que la parole se libère pour éviter que la violence ne l'emporte.

Je vous remercie

██████████

Le député René Dosière évaluait à environ 10 millions d'Euros par an le coût cumulé de nos quatre ex-présidents encore vie.

C'est peut-être une goutte d'eau comparés au 120 milliards consacré au seul remboursement de la dette publique, mais il s'agit ici encore d'une mesure d'équité et d'une mesure symbolique vis à vis des français.

La retraite dorée de ces présidents s'étale de 2,4 à 3,9 millions d'euros par an sans compter les activités diverses et très lucratives qu'ils peuvent avoir par ailleurs. Ce n'est pas admissible à l'heure où tant des nôtres ont de si grandes difficultés à boucler leurs fins de mois.

Le président Macron, le plus jeune de tout nos président, s'honorerait à changer ce statut à partir de son mandat.

Merci de faire remonter

Jean-Christophe [REDACTED]
[REDACTED]

[REDACTED]

Le journal économique Capital, dans son numéro du 18 janvier 2018, notait qu'il y avait plus de 600 haut-fonctionnaires dont le salaire était supérieur à celui du président de la République.
A l'heure où tout le monde doit contribuer à l'effort national, à l'heure où il s'agit de diminuer substantiellement les dépenses de l'état, le statut de la haute fonction publique reste opaque.

Il ne s'agit pas ici de dénoncer des salaires trop élevés: la haute fonction publique est nécessaire au bon fonctionnement des différents organismes d'état. Il s'agit de mesures d'équité et de transparence de la vie publique.

La grille des salaires de la haute fonction publique se doit d'être rendue publique par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP).

Par ailleurs, compte tenu des salaires qui peuvent s'étaler de 6 000 à 20 000 Euros (peut être plus?), il ne serait pas admissible que ces emplois soient cumulables avec d'autres sources de revenu, comme des jetons de présence dans des conseils d'administration, des missions de conseil en freelance ou des pensions de retraites liées à des fonctions précédentes.

Je propose que la HATVP soit en charge de publier un compte rendu annuel détaillé, administration par administration du nombre de hauts fonctionnaires en ayant vérifié que ceux-ci ne font pas de cumul d'émoluments et n'ont pas des conflits d'intérêt privés.

Je propose, au cas où les salaires de fonction sont augmentés par d'autres sources de revenus, ces derniers soient amputés du surplus.

Au cas où des conflits d'intérêts sont avérés, je propose que lors d'un premier avertissement, une amende soit appliquée du montant estimé du préjudice par l'administration et si cela devait se renouveler, la personne soit

définitivement radiée à vie de toute fonction publique.

Je propose que le contrôle des indemnités et des caisses noires soit retirée, du Sénat et de l'Assemblée Nationale, soit confié à la seule Haute Autorité pour la transparence de la vie publique qui devra rendre compte annuellement et manière publique.

Je propose aussi que cette même Haute Autorité pour la transparence de la vie publique soit en charge de dénombrer et d'évaluer toute les commissions ad hoc dans chaque administration, de l'échelon national à l'échelon local, en passant par la Région et le Département, d'en vérifier les statuts, d'évaluer les résultats attendus et de proposer soit leur révocation soit leur continuation sur une période de temps identifiée.

Je ne sais pas si cela aura un effet significatif quant aux économies réalisées, mais ce dont je suis sûr c'est de la valeur symbolique et de l'effet d'exemplarité pour le citoyen de base.

Merci de transmettre

Jean-Christophe [REDACTED]

[REDACTED]

Pourquoi tout le monde se plaint.

Regardons autour de nous, toutes les possibilités que nous avons.

Tous pour tout ce qui est demandé qui va faire les miracles ? aussi pour tous les doges.

Par contre les soignants, les enseignants devraient être mieux rémunérés.

Tiendra-t-on en compte pour la retraite le travail du personnel soignant.

Un jeu de calme, un jeu de réflexion permettant de retrouver le calme.

quel beau pays que la France

22-01-2019

Voyager en train, devient pour moi un Parcours difficile

- impossible d'acheter un billet à un guichet de gare comme celle de "Saint Agne" (la plus proche de Ramonville)
- Je demande que le citoyen de plus de 70 ans puisse obtenir son billet de train au guichet de sa gare
- Je demande que l'obsolescence programmée des appareils ménagers ou des ordinateurs soit interdite par la loi (au nom de la sauvegarde de la planète) trop de déchets !

Face aux maux actuels, auxquels je ne
me suis pas associé, il faut bien voir que nos élus
ont une marge de manœuvre très réduite. Le sont encore
les maires qui à leur niveau ont le plus de pouvoir
et de responsabilité et assument très bien leur mission.
L'empêchement est que de faire baisser la note de la France.
Il aurait été préférable de voir ces ressources de l'ITIPP, mais
quand les prix du pétrole est bas ce qui n'a pas été le cas!
En core faut-il que le monde joue le
jeu. Malheureusement c'est entre les plus riches et les
plus pauvres se bécote!

Il y a une proposition en cours d'une modification
de l'article 3 par les GJ pour instaurer le RIC
Nous voyons un réel changement.

- le néo libéralisme est la place de notre
société - Il faut de remplacer par une
conception nouvelle de vivre ensemble, de participer
à des rapports fraternels et humains.
Pour une décroissance joyeuse et paisible.

DOLEANCE
CONTRIBUTION AU DEBAT NATIONAL JANVIER 2019

Pascal [REDACTED]

Quand c'est urgent, il est déjà trop tard (Talleyrand)

En rugby, comme en politique, la règle du jeu est vecteur de civilisation (Guy Carcassonne)

Ma contribution s'appuie essentiellement sur les travaux de prospective conduits par la Région Midi Pyrénées dès le début des années 2000, qui ont été synthétisés sous l'acronyme barbare de SRADDT (Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire – de Midi Pyrénées) notamment sous la conduite du CESER et avec parmi d'autres, les apports incontestés et incontestables de Jean Claude Flamant.

Moins de vingt ans après l'élaboration des différents scénarii de prospective, voilà que l'un d'entre eux, le pire, se réalise sous nos yeux, sans qu'à ce jour, et dans l'espace médiatique le plus commun, quelqu'un fasse référence à ces travaux prémonitoires.

On peut aujourd'hui, en Janvier 2019, se demander comment aucune des récentes élites qui gouvernent les territoires et la nation jusqu'à son niveau le plus suprême, qui fabriquent la loi, qui sont chargées de son exécution ne puise un début d'explication dans la prospective de ces années.

J'invite le lecteur à parcourir le SRADDT de Midi Pyrénées – partie 2 – Les scénarii prospectifs – accessible sur le net - pour comprendre l'identification des enjeux par l'écoute des bruits de fonds; **les signaux faibles**, émis par chaque territoire, et à s'imprégner des scénarii proposés, des mesures de correction suggérées pour chacun d'entre eux....

En guise de mise en bouche, je propose la lecture de l'introduction de la deuxième partie écrite en 2009 !!!!!

Réaffirmer les arguments et l'exercice d'une prospective régionale en Midi-Pyrénées.

«Ce chapitre sur la prospective a été réalisé alors que nous vivons actuellement une période de fortes incertitudes. Les plus importantes, amplement ressenties par l'ensemble des citoyens, sont évidemment générées par le surgissement de la grave crise financière que le monde tout entier est en train d'éprouver. Ses conséquences directes sur les entreprises, l'emploi et les finances publiques nous rappellent que rien n'est acquis et nous incitent, plus que jamais, à anticiper sur les nouveaux défis que soumet la mondialisation aux particularités et aux atouts régionaux que nous voulons défendre.

De même, l'incertitude qui pèse sur le devenir de nos collectivités territoriales, et singulièrement sur l'avenir institutionnel qui sera réservé à notre Région et à ses Départements, aura des conséquences tant sur l'exercice de nos compétences que sur la dynamique des politiques publiques tout entière.

Un climat d'incertain qui révèle plus encore l'enjeu de la prospective :

Réfléchir collectivement, anticiper nos futurs possibles pour éclairer d'un jour nouveau nos atouts du présent.

RF
1/3

En regard de ce qui concerne les espoirs, les attentes et les inquiétudes les plus sensibles de l'humain, écrire une histoire commune est devenu à la fois plus impérieux et plus complexe.

Cette nécessité collective et citoyenne de maîtriser notre destin fait de la prospective un enjeu démocratique ».

Etonnant, amis lecteurs, de voir comment les élus de l'époque ont été capables d'appréhender, par ces exercices de prospective, la réalité de la fin de l'année 2018.....

Rappel des trois questions identifiées :

Comment préserver l'environnement, et l'écologie de notre planète, par des règles communes tout en répondant au besoin croissant de libertés individuelles ?

Comment satisfaire les priorités émises par des besoins locaux légitimes et celles que nous impose une économie mondialisée ?

Comment concilier la nécessité d'une science et d'une technologie en pointe et la forte émergence des critiques du progrès ?

Lecteurs passionnés, poursuivez, je vous en prie, jusqu'au

3.3 Scénario « Vulnérabilité et Périls » : nommer les limites pour mieux les dépasser

et faites votre miel du passage ci-après.

« Les crises financière, économique, énergétique, et le changement climatique ...

Il est difficile d'en formaliser toutes les conséquences notamment sociales et politiques à court et moyen terme. Néanmoins, quelques esquisses peuvent en être faites :

La crise financière et économique produit des effets déstabilisants (baisse du pouvoir d'achat, perte d'emploi, régression de l'attractivité démographique de la région).

La crise énergétique et la dispersion urbaine sont susceptibles de pénaliser les habitants et les entreprises concernés faute d'avoir anticipé.

Elle impacterait fortement les fondements du modèle de développement sur lequel la prospérité récente de Toulouse et de Midi- Pyrénées s'est fondée.

► Aggravation de la crise aéronautique en plus du risque de délocalisation des entreprises sous-traitantes

► Croissance des disparités sociales liée à un coût trop important des transports à défaut d'une offre alternative non mise en œuvre par les pouvoirs publics

► Une économie résidentielle elle-même mise en péril

► Une tendance à la densification près des gares, des axes ferrés et des pôles d'emplois. A défaut d'outils de maîtrise foncière, ces espaces font l'objet eux-mêmes d'une dynamique de spéculation foncière et immobilière, obérant toute réflexion urbanistique

► Le changement climatique considéré comme inéluctable, mais avec des échéances et des conséquences incertaines sur les territoires et les populations »

Bravo et merci à nos aînés et aux élus de ces périodes pour leur clairvoyance et leur imagination.....déjà tellement en marche.....

Questions aux élus récents, à tous les élus récents pour avoir ignoré, méconnu, voire méprisé ces travaux !!!!!

Mes attentes pour après le GRAND DEBAT

- Développer une pratique de la politique plus humble, moins arrogante: la République doit cesser de se confondre dans les ors et la morgue de la royauté défunte en s'inspirant des modèles allemands et scandinaves.
- Pas de statut particulier pour le conjoint du Président de la République
- Limiter considérablement les salaires et les avantages des élus des deux assemblées et de la haute fonction publique
- Limiter le nombre des élus des deux assemblées
- Abroger la loi Collomb
- Suggérer aux élus la lecture des travaux des penseurs allemands Jürgen Habermas (L'espace public - La théorie de l'agir communicationnel) et Axel Honneth (La Théorie de la Reconnaissance - La Société du Mépris).


IF 3/3

24 Janvier 2019

Retraité = 1°) Quand arrivera-t-on de
fonctionner les retraités :- pension bloq
- CSG + 1,7%
- Taxe habitation

- 2°) Ne pourrions-vous pas revenir à la
baisse des indemnités de tous vos gouverne
a) ministres députés sénateurs etc...

- 3°) A quand une justice fiscale
La Taxe d'habitation jugée la plus
injuste doit encore être supportée par les
classes moyennes? La population est
tirée vers le bas.



Madame, Monsieur,

Veillez trouver ci-jointes, mes doléances à adresser au gouvernement dans le cadre de la consultation citoyenne lancée par le gouvernement.

Impôts :

- Fiscalité plus juste :
 - Faire respecter la loi nationale et imposer les GAFAs et autres grands groupes internationaux, sur leurs activités développées sur notre territoire national
Ceci s'applique également aux entreprises Françaises du CAC 40 (enquête de l'Express du 20/01/19 : entre 2010 et 2018, les dividendes de ces entreprises du CAC 40 ont augmenté de 44% ; les bénéfices augmenté de 10%, les effectifs baissé de 20% et les impôts qu'elle ont payé, baissé de 6%)
 - Faire une VRAIE guerre aux paradis fiscaux et imposer aux sociétés qui génèrent des revenus en France, de payer leurs impôts, en respectant la loi Française, en France
 - Comme pour tous les citoyens qui subissent une diminution des avantages acquis pour un gain de productivité (SNCF, fonctionnaires, etc ...) : appliquer ces principes de perte d'avantages aux dirigeants, parlementaires, médecins et professeurs (qui sont aussi payés par de l'argent public !!!).
 - Maintenir l'ISF !
 - Assumer la promesse électorale d'E. MACRON et taxer les transactions financières (TFF). Promesse électorale également présente du temps de F. HOLLANDE, mais JAMAIS tenue !

Organisation de l'état :

- Diminuer le nombre de nos députés et sénateurs (actuellement 1 parlementaire pour 72634 habitants en France contre 1 parlementaire pour 116598 habitants en Allemagne !)
- Eliminer les emplois publics surpayés et qui véhiculent une image (avérée et exacte) de pays corrompu qui n'a pour principale priorité de recaser les camarades de promo de l'ENA ou les anciens ministres recalés. Exemples : Chantal JOUANNO, phobie administrative de l'un de nos députés, affaire Fillon ... STOPPER DEFINITIVEMENT cette fâcheuse impression (là encore souvent prouvée) d'être dirigé par des nantis qui éditent et légifèrent sur des textes de lois qui servent avant tout leur intérêt personnel plutôt que la cause nationale !
- Imposer une part de peuple civil dans les instances gouvernantes. Aujourd'hui, les dirigeants sont tous issus de l'ENA, de l'X ou HEC, des copains de promo qui se retrouvent dans nos ministères ou dans les divers Conseils d'Administration dans lesquels ils siègent et s'invitent mutuellement. Toujours cette impression de copinage institutionnalisé à des fins personnelles et bâties sur des simulacres de démocratie et de cause publique.

Politique :

- Que l'état se recentre sur ses devoirs et ses missions régaliennes :
 - Justice (les tribunaux coulent sous la charge, les prisons sont pleines)
 - Défense (notre armée est sous dimensionnée et ne peut faire face aux débordements en marge des gilets jaunes ou aux menaces terroristes de notre pays)
 - Education (les enfants sortent de primaires sans savoir, pour certains, ni lire ni écrire, ni compter !)
 - Santé (les urgences explosent, les déserts médicaux s'étendent et la qualité de soins baisse ... sauf paiement pour ceux qui le peuvent).
- Que l'état et la politique reprenne les rênes du pouvoir. Que ces politiques ne se voient pas dicter leur texte, leurs lois, leurs décisions par les lobbyings ou les industriels (cf. l'association des chasseurs ayant poussé Nicolas Hulot à la démission, lobbying pharmaceutique, lobbying agroalimentaire, etc ...)

Transition Ecologique

- Appliquer, sur notre territoire et nos eaux nationales, la politique simple : pollueur = payeur ... gros pollueur = gros payeur :
 - Taxer les bateaux et autres paquebots à l'entrée de nos eaux nationales
 - Taxer les routiers internationaux à leur entrée en France (véritables trains routiers de l'Espagne vers la France ...)
- Globalement, le transport international n'est pas assez cher ! Il détruit massivement la planète en polluant et favorise la mondialisation et l'extinction des circuits courts.
Donc taxer le transport international au bon niveau diminuerait ce transport, donc diminuerait la pollution des mers et recentrerait notre consommation sur les circuits courts.
taxes à appliquer à l'entrée dans nos eaux nationales (puisqu'en eaux internationales, nous n'avons aucune légitimité)
- Taxer les gros contributeurs au réchauffement climatique tels que les Datacenter ! Personne n'en parle mais la contribution de ces data center, dont l'expansion est exponentielle, au réchauffement climatique, est ENORME ! Tout ça pour stocker des vidéos de chats sur le net !
- Favoriser les circuits courts au niveau agro-alimentaire en taxant les grandes surfaces qui, dans ce domaine et vu leur volume d'achat, dirigent totalement l'agriculture Française

Redonner plus de force à la Démocratie :

- Rendre le vote obligatoire
- Reconnaître le vote blanc

Emploi et aide aux entreprises

- Que l'état Français impose aux entreprises n'ayant pas respecté leurs engagements en terme d'emploi ou de pérennité d'activité, de rembourser les aides fiscales ou d'allègement de taxes, qu'elles auraient reçue de l'état préalablement.
- Que l'état impose aux entreprises (via la MEDEF) le remboursement des allègements de charges octroyées en échange des objectifs d'emplois promis et non atteints. L'état accorde des aides aux entreprises, en boucle ouverte et sans obligation de résultat sur leur action vis-à-vis de l'emploi.



Bonjour je ne suis pas un gilet jaune et suis très critique sur la forme et le fond du mouvement.

Cependant je trouve intéressante cette consultation large des élus et des citoyens.

*Les impôts directs sont ceux qui sont socialement les plus justes: il faut renforcer l'impôt sur le revenu par rapport aux impôts indirects

*il faut être très vigilants aux ressources accordées par la communauté aux parents seuls et aux retraités isolés: toutes les personnes doivent vivre décemment

*trouver des logements décents pour tous: la loi doit être impitoyable avec les marchands de sommeil, les propriétaires qui louent des logements indécents, les communes qui refusent d'accueillir des HLM

*L'Union Européenne apporte beaucoup de positif et de protection dans la vie de tous: il faut en parler à tous les niveaux de la vie publique, il faut le répéter, l'expliquer ... c'est essentiel

*Le combat des réseaux sociaux ne fait que commencer: si nous le perdons nous perdrons notre démocratie. Peut-on trouver des procédures pour sanctionner financièrement, pénalement les lanceurs et relayeurs de fake news. Les élus de la République qui lancent ces fake news devraient perdre le droit d'être éligible

*les atteintes aux biens et aux personnes commises lors du mouvement des gilets jaunes doivent être sanctionnées: travaux d'intérêt général pour les atteintes aux biens, prison pour les atteintes aux personnes. Le droit de manifester n'est pas le droit de bloquer, menacer ou détruire

merci de votre écoute

Monsieur le Président de la République,

L'imposition directe est basée en France sur le principe de la proportionnalité de l'impôt en fonction des revenus, établissant des tranches qui font que plus les revenus augmentent plus le taux d'imposition est élevé.

Vous avez dès le début de votre quinquennat affirmé et mis en pratique la règle que le travail et donc les revenus liés au travail doivent être favorisés. Vous avez, en toute logique, décidé de pénaliser les revenus liés aux retraites, CSG et désintexation des pensions par rapport à l'augmentation du coût de la vie.

Vous dites prévoir des mesures de compensation, en particulier pour les petites retraites : supprimer la taxe d'habitation, mesure démagogique annoncée dans la campagne présidentielle mais aberrante et stupide dans sa mise en application , qui, à terme, profitera à 80% de la population, mais maintenue pour les 20% restant et qui de toute façon sera différée par rapport aux prélèvements.

-prévoir des seuils pour l'application de ces mesures : exempter les retraités qui perçoivent moins de 1 200€ pour une personne seule et de 1 841€ pour un couple.

Commenté [R1]:

Avec un régime d'imposition directe d'une extrême complexité, au point que plus de 90% de la population n'y comprend rien, vous multipliez les mesures de dérogation et les aménagements. Une véritable usine à gaz.

Face à toutes les revendications qui vont surgir de la grande consultation nationale, on risque de voir se multiplier les aménagements de-ci de-là de façon à satisfaire les demandes les plus disparates.

Or si quelque chose doit sortir de la consultation, c'est une simplification de nos procédures ; une clarification de la politique

Il serait souhaitable d'organiser au sein de la ville
de Ramonville un débat local en adéquation avec le grand
débat National. Il en va de notre démocratie.

J'espère Monsieur le maire que vous changerez d'avis à temps.

nationale en particulier en matière d'imposition et donc de la participation de chacun au fonctionnement de l'état.

Je vous en prie, halte à la complexification de notre politique fiscale. Simplifions, clarifions et rendons à chaque citoyen la fierté de participer en toute justice au fonctionnement d'un état démocratique.

Alors que faire pour faire reculer chez les retraités le sentiment d'être les sacrifiés de la République ? Revenir au principe qui veut que l'imposition directe soit basée sur la progression de l'impôt en fonction des revenus : les prélèvements liés à la CSG doivent être établis pour tous les contribuables – retraités et actifs- en fonction de la tranche d'impôt sur le revenu (quitte à modifier les tranches de revenu et à en augmenter le nombre)

Et laisser pour chaque citoyen – retraités et actifs - une revalorisation de ses revenus en fonction de l'augmentation du coût de la vie.

DES MESURES CLAIRES, SIMPLES ET JUSTES.

Raymond

- DOLEANCES -

- ① Une station de vélib' au métro ramonville.
- ② Gratuité des transports en communs et de la piscine pour les ramonvillois. (Bus + vélib').
- ③ Plus de bus pour se déplacer, surtout pour le haut de ramonville.
⇒ Moins de routes / passages en voiture ⇒ MOINS DE VOITURES
- ④ Ouverture d'un bar avec une terrasse ouvert le week-end (à un endroit sympa).
- ⑤ Que tous les commerces soient coopératifs - économie sociale et solidaire.
- ⑥ Annexion de Auzeville pour développer une agriculture bio, raisonnée & circuit court
⇒ Autonomie alimentaire & économique d'ici 10 ans.
- ⑦ Faire des places de vrai lieu de vie
 - Marnac : planter des arbres ⊕ enlever les parkings, créer un espace de vie agréable (bar ?).
 - Jean Jaurès : arbre ⊕ enlever parking - créer un espace dehors pour la médiathèque (transat, hamac, ...)
 - Mairie : en faire une AGORA - assemblée citoyenne décisionnelle - tous les mois. Notamment sur des questions de product°, transports & éducation.
- ⑧ Récupération & aménagement du château de Latécoère par le Pij.
- ⑨ Mettre des arbres dans toutes les cours d'écoles et du collège.

- 10) Réaménagement & rénovation de la médiathèque
 ⊕ refaire des stocks de livre. Créer un espace attractif.
- 11) Remettre en état les barbecues de la ferme des 50 & mettre des grilles à disposition.
 ⇒ Remettre toute la ferme en état (terrain creusé)
- 12) Garantir plusieurs points d'accès à de l'éducation populaire pour toutes & tous - Politique / Philosophique - autre que uniquement PJ.
- 13) Retrouver des subventions pour le festival de rue, l'étendre jusqu'au port technique avec une programmation mieux choisie (⊕ de Agnès & de Didier Dupert).
- 14) Développer le Pédibus à tout ramonville par secteurs. (supplique de respecter la carte scolaire).
- 15) Créer des espaces potager dans le centre ou sur les toits.
- 16) Créer un espace de graffiti qui ne sera pas détruit. Espace visible (pas comme sous le pont de Juers) et valorisé.

Pour ma part je souhaite :

- augmenter le nombre de fonctionnaires pour créer de l'emploi et rendre un meilleur service public
- Augmenter les salaires des fonctionnaires pour que ça suive l'inflation
- Maintenir la retraite telle qu'elle est et ne plus revenir sur ce dossier
- Augmenter le minimum retraite à 800 euros pour tous
- Rétablir l'ISF
- Rétablir les emplois jeunes

Bien cordialement,
Gwenola [REDACTED]

Bonjour - je souhaite avant tout

- 1) annulation de la hausse de la CSG aux retraités
 - 2) éradication de la fraude et de l'évasion fiscale
 - 3) la revalorisation des pensions conformément au Code de Sécurité Sociale à la hauteur de l'inflation
 - 4) nous rendre du pouvoir d'achat
 - 5) aider les jeunes pour des formations et embauchés
 - 6) annuler les niches fiscales et les paraspécifics
 - 7) réduire les ministères, corps de monde inutile
 - 8) enlever les privilèges de voiture et appart
fonction le petit se paye tout
 - 9) favoriser les français de longue date pour
bénéficier de logements sociaux
avant tout demander à participer à l'adoption annuelle
- Bien cordialement [REDACTED]

pan
cette la
en abondance

Lettre ouverte au Président de la République

C'est sous forme de réflexions que je vous transmets cette lettre ouverte dont le titre est évocateur.

Ah ! Si j'étais premier de cordée !

Cette nuit, j'ai fait un rêve. Je devenais à mon tour premier de cordée. Comme celui qui accompagne, qui guide avec d'autres cette humanité en marche dans le cadre d'une chaîne d'union universelle. J'étais bien loin de cette autre notion archaïque et venue des ténèbres intellectuelles qui voulait que le premier de cordée, indépassable par essence, avec toute l'ironie que cela comporte, tire ces gueux, ces petites gens, ces gueules cassées, broyés par une forme de modernité barbare qui ne tient nullement compte de l'humain.

Ma conception de premier de cordée est tout autre. C'est celui qui accompagne, qui soulage et qui fait émerger en chacun de nous le sentiment d'exister à travers une citoyenneté revivifiée.

L'émergence du mouvement des gilets jaunes qui s'installe dans le paysage politique de la France mais sans doute à terme européen et mondial démontre un besoin de la reconnaissance citoyenne à travers la justice sociale et fiscale, la lutte pour une meilleure répartition des richesses et donc une augmentation des salaires et des retraites, la garantie d'une Fonction Publique qui assure la continuité d'une santé, d'une solidarité et d'une éducation pour tous d'une manière égalitaire et bien sûr, dans un des principes fondateurs de notre République, le respect absolu de la laïcité. Le RIC est un outil important pour contrôler l'exécutif et en même temps, il ne doit pas revenir sur des lois imprescriptibles parmi lesquelles les plus fondamentales sont la séparation de l'église et de l'état, le droit aux femmes de disposer de leur corps et donc d'avoir la possibilité d'avorter, l'abolition de la peine de mort.

Les échauffourées entre les gilets jaunes et les forces de l'ordre démontrent une justice à deux vitesses. S'il est tout à fait normal d'arrêter, d'emprisonner et de condamner les casseurs, il devrait en être de même pour les membres des forces de l'ordre qui ont tabassé des personnes âgées ou handicapées, blessés par des tirs de flash ball ou de grenades des gilets jaunes pacifiques, parfois en tuant quelques uns. Or, ce n'est pas le cas.

Monsieur le Président, nous rentrons dans une turbulence où la démocratie est en danger et la dictature, celle de ceux qui veulent garder leurs privilèges aberrants et se servent des forces de l'ordre comme instrument de maintien d'un pouvoir mal acquis (- de 15 % des électrices et électeurs en âge de voter ne représente pas une grande surface de légitimité), cette dictature là est aux portes de notre République.

Vous avez organisé un grand débat national qui dure plusieurs mois pour recueillir les doléances du peuple français dans toutes ses diversités. Vous allez à la rencontre des maires dans les régions mais existe-t-il une marge que ces premiers magistrats communaux puissent

poser des questions en toute liberté ou sont-elles établies au préalable ? Il est notoire aussi que derrière ce grand débat se cachent la reconquête de votre image et une campagne électorale déguisée pour les européennes !

Un petit rappel historique s'impose entre les événements d'aujourd'hui et ceux qui ont fondé notre Première République. Je ne m'attacherai pas à développer la rédaction des cahiers de doléances dans les provinces françaises et l'ouverture des états généraux en mai 1789, ni la prise de la Bastille le 14 juillet donnant le coup de grâce à la monarchie absolue, ni l'abolition des privilèges et des droits féodaux le 4 août suivie par le 26 du même mois de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Par contre, je fais un parallèle entre une foule en majorité féminine venant déloger galamment la famille royale en son château de Versailles et l'obligeant à retourner avec elle à Paris et notre situation de blocage actuelle. Monsieur le Président, si vous ne voulez pas qu'une foule féminine vienne chercher à l'Elysée « le boulanger, la boulangère et les mignons de cette nouvelle monarchie absolue », supprimez vos réformes qui blessent les français et changez votre politique économique et sociale. Juste un exemple ! La non défiscalisation par la suppression de l'ISF a eu un effet pervers sur les ONG qui interviennent sur le national et l'international par la diminution conséquente des dons. Conclusion : Dame Misère creuse son chemin pour renforcer une précarité toujours croissante. C'est indigne et inadmissible d'un pays comme la France.

Je ne saurais trop vous conseiller de lire un livre que j'ai écrit quelques années auparavant et qui s'intitule Le Nouvel Humanisme Universel. Derrière cette fiction humaniste et utopique (le personnage principal, aimé et admiré par des centaines de millions de personnes pour ses actions, est un homme simple et humble qui prend sa force auprès des plus démunis de ce monde), des idées forces se dégagent :

- L'Ethique doit contrôler l'Economique et le Politique,
- La citoyenneté qu'elle soit nationale ou universelle doit se former dès le plus jeune âge par l'éducation et doit responsabiliser les individus. De passifs qui participent ou pas par le vote au fonctionnement de la démocratie, ils deviennent acteurs de leur devenir sur leur territoire.
- Face à ces verticalités démocratiques que représentent les états, une démocratie horizontale se met en place et se créent des collectifs nationaux qui ont comme rôle entre autres d'analyser et de participer aux politiques publiques des états.
- Chaque collectif national élira deux représentants à une Assemblée Universelle des Peuples. Cette dernière formera avec l'assemblée générale des Nations-Unies un gouvernement mondial avec comme objectif une sécurisation alimentaire, éducative, sanitaire et une constante amélioration des conditions de vie pour l'ensemble de l'espèce humaine grâce à un contrôle éthique éclairé sur les activités socio-économiques planétaires.

Le mouvement des gilets jaunes doit s'organiser non pas sur la base partisane en vue des élections mais sur la notion de démocratie horizontale. Chaque groupe de GJ dans les villages et les villes se crée en collectif local. L'ensemble des collectifs locaux d'un département désigne un collectif départemental. L'ensemble des collectifs départementaux désigne un collectif national. On va me reprocher ici d'avoir fait un double d'une verticalité démocratique. Je continue mon analyse et nous nous apercevons ensemble que c'est une véritable horizontalité démocratique qui est ici proposée. Chaque échelon de collectif, du local au national, doit respecter un certain nombre de critères : la représentation de toutes les différences (hommes/femmes, valides/porteurs de handicap, jeunes/séniors, multiethniques et différence de genre), un seul mandat sous le contrôle des collectifs de l'échelon inférieur avec une totale transparence et possibilité d'exclure le ou la représentant(e), aucune rémunération, seulement des frais de bouche, d'hébergement et de transport.

En fonction de l'évolution de l'acquis des revendications des GJ, la base de travail des collectifs pourra varier mais il faut retenir trois éléments inhérents à chaque échelle :

- L'organisation et la sécurisation de toute manifestation en marginalisant et excluant tous les éléments qui peuvent nuire à son bon déroulement (casseurs, ivrognes...). Pour que le mouvement s'inscrive dans un long terme, il faut éviter tout débordement et réaction poujadiste qui ne fait pas appel au cœur et à la solidarité mais à la part sombre de l'humain.
- Le suivi des politiques publiques tant comme analyse de celles-ci que comme force de proposition et d'alternative,
- La part festive est un outil essentiel pour promouvoir rencontre, échange et solidarité ; c'est l'élément fondamental au cœur du lien social qui nous manque cruellement.

Cette fédération des collectifs du mouvement des gilets jaunes aboutissant à un collectif national serait un acte citoyen fort. Ce dernier aurait comme rôle de vérifier si les revendications des gilets jaunes sont pris en compte par la verticalité française, la supervision générale des manifestations faites sur l'ensemble du territoire, peser si nécessaire sur les orientations des politiques publiques nationales et enfin la création de la banque des gilets jaunes sous un double contrôle éthique et d'une commission de transparence. Il est assez facile de créer cette banque : si dix millions de personnes soutenant ce mouvement s'engagent à verser deux euros par mois, nous aurons les moyens d'organiser la structuration des collectifs et de participer à soutenir les principales ONG français travaillant sur la lutte contre la précarité sur notre territoire ; les restaurants du cœur, le secours populaire, le secours catholique, le Dal, Emaus en seraient les premiers bénéficiaires. Sans compter que le mouvement des gilets jaunes pourrait créer une ONG multidirectionnelle.

Monsieur le Président, cette longue lettre ouverte tire à sa fin.

La République française, une et indivisible, laïque et égalitaire, tolérante et solidaire se trouve ébranler dans ses fondations. Votre mépris du peuple et des petites gens distillé par des phrases incisives, gratuites et méchantes tout au long de vos discours, votre répression

sanglante qui touche au-delà des casseurs bon nombre de gilets jaunes pacifiques, votre tentative de museler la presse ainsi que votre refus de respecter le cloisonnement strict des trois pouvoirs, sans compter votre attirance vers ce faste qui frise parfois l'indécence et le ridicule vous font apparaître aux yeux des nations comme un réformateur néo-libéral foulant aux pieds nos principes démocratiques.

En mai 2017, le suffrage universel, qui ne doit pas être remis en cause par la violence, vous a désigné comme Président de la République avec une très faible légitimité loin derrière une majorité des citoyens français en âge de voter qui aurait pu vous légitimer. Il ne faut jamais oublier ce constat.

Alors que faire quand le corps français frissonne de misère, de désespérance et se sent oublier par cette modernité ? Écoutez la voix du peuple qui s'exprime à travers le développement du mouvement des gilets jaunes ! Soyez courageux et changez d'orientation politique, sociale et économique en étant au plus près des résonances populaires de nos villes, de nos banlieues, de nos campagnes. Et pourquoi pas aller encore plus loin en créant un gouvernement d'union nationale ouvert aux gilets jaunes, aux forces de gauche et de droite pour sauver la France de ce marasme sociétal ?

Quant à moi, étant à la retraite depuis peu et refusant de rentrer dans cette arène politicienne du paraître et de l'égo, je continuerai à écrire tout en créant une ONG ou Fondation travaillant sur la socialisation des enfants des rues d'ici et d'ailleurs par la création d'une chaîne d'écoles intégrales formant les citoyens du futur. Ce seront ces femmes et ces hommes, parmi d'autres, qui participeront demain à la construction d'une civilisation plus juste et plus éclairée.

J'ai dit ce que j'avais à dire, Monsieur le Président.

Gilles [REDACTED]

[REDACTED]

DEBAT NATIONAL

La fiscalité et les dépenses publiques:EGALITE DEVANT L'IMPÔT

1:-**diminuer considérablement le train de vie des Hommes d'Etat** de tout niveau , de leur entourage et de leurs salariés et des haut fonctionnaires,de même pendant leur retraite.

afin qu'ils puissent être donnés en exemple de probité et de civisme

-transparence totale de leurs frais,salaires,indemnités.

-pas d'indemnités exonérées d'impôts.

-suppression des fonds secrets.

-donner plus de pouvoir à la cour des comptes en associant des scrutateurs piochés dans l'ensemble de la population.

-tenir compte du rapport de la cour des comptes .

-pénalités équivalentes aux nôtres

2:-**paiement de l'impôt par tout le monde et le même barème pour tous :**

-augmenter les petits revenus d'autant et faire payer un impôt du même montant pour que nous soyons tous respectueux du bien public et conscient du mot **TRESOR PUBLIC**.

-le même barème pour tous (20% par ex. comme en Russie)pour ne pas faire fuir les gros qui s'expatrient(comme les acteurs,les joueurs,les patrons) et nous aurons plus d'argent ,plus d'entrepreneurs et d'employeurs.

3-grâce à ces économies améliorer les salaires et les retraites des indispensables pour la vie de chacun:

les agriculteurs,les enseignants,les pompiers,les gendarmes et policiers,les infirmières et médecins urgentistes et généralistes

La transition écologique:EVITER LE GASPILLAGE

1-ne pas laisser mourir les arbres étouffés par le lierre,les arbres sont longs à pousser et c'est eux qui absorbent le gaz carbonique et nous donnent l'**oxygène**.

2-ne pas laisser les mégots nous polluer,ils sont longs à dégrader,pénaliser les fumeurs comme les propriétaires de chien avec les excréments pourtant **biodégradables**.

3- **consigner** les bouteilles,les cannettes .

4-développer les pistes cyclables en continuant d'**aménager** les lignes de chemin de fer désaffectées,cela permettrait en plus de booster le tourisme où passait le train avant .

Démocratie et citoyenneté:EGALITE DEVANT LA LOI

1-**supprimer la double nationalité** : nous sommes fait d'un brassage de population avec des origines différentes mais on ne doit pas avoir 2 cartes d'identités ,pour être considéré et respectueux .

2-**service civique obligatoire:3 mois** avec des travaux d'intérêt général.

3-peine planchée pour les incivilités.

4-responsabilisé juridiquement et financièrement des parents de délinquant mineurs dès la première incivilité.

5-plus d'AUTORITE à tous les niveaux

EGALITE DEVANT LES AIDES

1-les retraites et le montant des soins médicaux ne doivent pas être inférieures aux aides distribuées aux étrangers qui n'ont jamais cotisé ;

2-Pourquoi laissons nous des gens dormir dans la rue ,sous des tentes,dans leur voitures,ou dans des hôtels pourris qui nous coûtent cher ?

Pourquoi ne pouvons pas mettre à leur disposition des caravanes avec eau et électricité sur des terrains communaux inoccupés;ils seraient plus à l'abri ,
les gens du voyage y ont droit ,pourquoi pas eux ?

Bernadette

à Mr le Maire de Ramonville St Agne

le 11 février 2019

Monsieur le Maire,

Le Grand Débat actuel doit permettre aux citoyens de s'exprimer sur des sujets importants, qui les concernent, et ce, quels qu'ils soient.

Je vous remercie de bien vouloir intégrer par ma proposition aux cahiers de doléances suivants dans votre mairie:

" la galisation de l'aide active à manier "

ce qui est largement approuvé par les Français (cf sondage)

En fait, un recours alors possible, non obligatoire, permettant à chacun de choisir comment finir sa vie!

Ma vie m'appartient. Ses limites que je pourrai poser à mes souffrances, à ma propre dignité me sont propres.

Je vous prie Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations reconnaissantes

- prendre en compte le vote blanc .
- supprimer les cumuls de mandat .
- supprimer les rémunération des anciens présidents
- revalorisation des pensions pour tous les retraités (è)

Bonjour,

Je me trouve devant de cahier de doléance, avec une certaine perplexité, comment l'utiliser? Puisque c'est la mode, je vais exiger des choses immédiatement, j'espère que ça marchera, même si je n'ai jamais porté et ne porterais jamais de gilet jaune:

- Mise en place d'un vrai réseau de transports en commun et de vraies pistes cyclables
- Suppression progressive de la voiture individuelle
- Subventions renforcée à l'agriculture Biologique et aux exploitations avec des cultures diversifiées de petite taille
- Développement des commerces alimentaires vendant des produits locaux au détriment des supermarchés
- Développement des fermes urbaines
- Sortie du nucléaire
- Fermeture de tous les abattoirs
- Réorganisation de l'espace des villes et des campagnes de manière à mixer les lieux d'habitation et lieux de travail et limiter les déplacements quotidiens

sur 2

11/02/2019 17:14

d: Doléances

- Un logement pour tous
- Accueil des réfugiés climatiques et des autres réfugiés dans des conditions décentes
- Diminuer la consommation d'énergie par tous les moyens possibles (isolation des bâtiments, baisse des chauffages et suppression de climatisation dans les bâtiments publics et privés)
- Arrêter d'essayer de nous faire croire que la "transition énergétique" basé sur les véhicules électriques et les smart grids est réalisable avec les ressources naturelles disponibles (terres rares, métaux...)
- Développer la location et le prêt d'outil, matériel pour limiter les achats

Tout ça ne parait pas réaliste? Alors attendons, on verra ce qu'on fera dans quelques années avec un dérèglement climatique qui provoquera une hausse de plusieurs degrés. Et peut être qu'on regrettera certaines revendications actuelles.

REVENDICATIONS

Le gouvernement nous impose des lois qu'il ne respecte pas lui-même !
Pour un **pouvoir efficace** et sur le **long terme**, nous voulons :

Référendum d'initiative populaire

Assemblée citoyenne pour écrire la constitution de la VI^e République

Nous pourrions alors agir sur tout le reste :

Membres du gouvernement : baisse de leur nombre, de leurs avantages et salaires plafonnés
Tempérance sur les comptes de l'État
Comptabilisation du vote blanc
Modification de la loi travail et du 49.3

Développement et gratuité des transports en commun
Lois en faveur d'une vraie écologie appliquées aux grosses entreprises (pas d'huile de palme, de sur-emballage...)
Suppression de la TVA sur les produits 100% français
Développement de l'agriculture bio et interdiction des pesticides
Développement de moteurs propres (antone, air comprimé, eau)

Augmentation du SMC et de la retraite
Baisse des taxes carbone, TICPE et TICGN (gaz naturel)
Baisse de la CSG et suppression pour les plus modestes

Où récupérer l'argent ?

Taxation des gros pollueurs (transports maritimes et aériens)
Taxation des multinationales (Apple, Google, Amazon...)
Rétablir l'impôt de Solidarité sur la Fortune
Traquer les évasions fiscales (entre 60 et 80 milliards d'euros qui "disparaissent" chaque année en France)
Réduction du train de vie des membres du gouvernement et des avantages accordés à leur conjoint(e)

Né pas voter sur le vote puéllé

DÉMOCRATIE

ÉCOLOGIE

REDISTRIBUTION

66 VOILÉ / PERDU

M. Reine

Cahier doléances 12 Février 2019



Monsieur le Maire

Je sais que les questions de société ne sont pas intégrées au Grand débat qui s'ouvre dans notre pays. Cela évitera sans doute la remise en cause d'acquis sociétaux importants comme la contraception, l'avortement, l'abolition de la peine de mort, le mariage pour tous. Pourtant, l'occasion est inédite de permettre aux Français de s'exprimer sur un sujet qui les concerne tous, sans exception, et sur lequel ils font part de leur très large approbation ; je veux parler de la légalisation de l'aide active à mourir (89 % selon le sondage Ifop pour La Croix de décembre 2017 ; 95 % selon le sondage Ifop pour l'ADMD de mars 2017).

Nul aujourd'hui n'ignore que l'on meurt mal dans notre pays. Les souffrances existent, les dérives existent. L'Institut national des études démographiques (Ined) a très bien mesuré cela dans un récent rapport. Aux Pays-Bas, en Belgique, au Luxembourg, dans plusieurs états des Etats-Unis d'Amérique, en Colombie, au Canada... des lois de légalisation de l'euthanasie font que la crainte du mal mourir a disparu de l'esprit de ces citoyens.

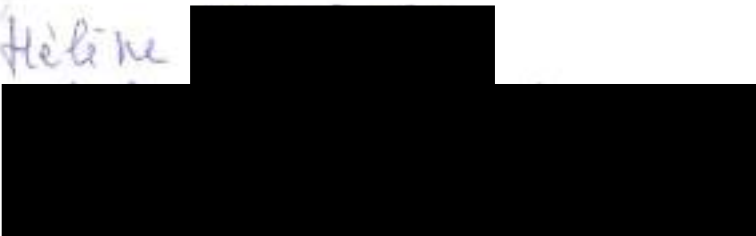
Ma vie m'appartenant, à moi et à moi seul, je ne veux pas que qui que ce soit se mêle de choisir pour moi comment je vais finir ma vie : ni médecin, ni famille dès lors que je n'ai pas donné de mandat de représentation, ni religieux...

Une loi sur la fin de vie, respectueuse des volontés et des consciences, devra mettre en œuvre de manière effective l'accès universel aux soins palliatifs (objectif maintes fois promis, réalisé à 20 ou 25 % seulement depuis la loi Kouchner de 2002), le respect du patient (on sait qu'aujourd'hui 50 % des personnes qui décèdent dans les services de réanimation décèdent à la suite d'une décision du corps médical, que des euthanasies clandestines non demandées sont pratiquées, à hauteur de 0,2 % du total des 600 000 décès annuel) et l'aide active à mourir (c'est-à-dire l'euthanasie active avec administration d'un produit létal par un tiers, médecin ou membre d'une association agréée, ou suicide assisté avec auto-administration d'un produit létal).

La légalisation de l'aide active à mourir est une bonne réforme à apporter aux Françaises et aux Français ; de celles qui satisfont la très grande majorité de nos concitoyens.

Je vous remercie de bien vouloir intégrer ma proposition aux cahiers de doléances ouverts dans votre mairie et vous prie de croire...

Hélène



M.^{me} le Maire de Ramonville S^t Agne.

Je sais que les questions de société ne sont pas intégrées au Grand débat qui s'ouvre dans notre pays. Cela évitera sans doute la remise en cause d'acquis sociétaux importants comme la contraception, l'avortement, l'abolition de la peine de mort, le mariage pour tous. Pourtant, l'occasion est inédite de permettre aux Français de s'exprimer sur un sujet qui les concerne tous, sans exception, et sur lequel ils font part de leur très large approbation ; je veux parler de la légalisation de l'aide active à mourir (89 % selon le sondage Ifop pour La Croix de décembre 2017 ; 95 % selon le sondage Ifop pour l'ADMD de mars 2017).

Nul aujourd'hui n'ignore que l'on meurt mal dans notre pays. Les souffrances existent, les dérives existent. L'Institut national des études démographiques (Ined) a très bien mesuré cela dans un récent rapport. Aux Pays-Bas, en Belgique, au Luxembourg, dans plusieurs états des Etats-Unis d'Amérique, en Colombie, au Canada... des lois de légalisation de l'euthanasie font que la crainte du mal mourir a disparu de l'esprit de ces citoyens.

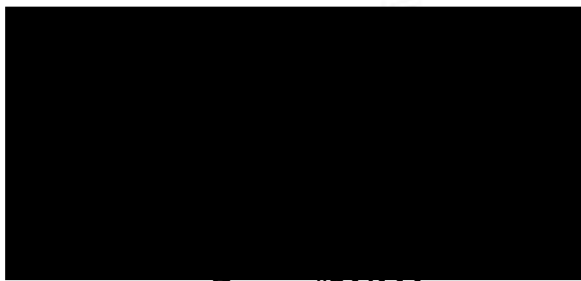
Ma vie m'appartenant, à moi et à moi seul, je ne veux pas que qui que ce soit se mêle de choisir pour moi comment je vais finir ma vie : ni médecin, ni famille dès lors que je n'ai pas donné de mandat de représentation, ni religieux...

Une loi sur la fin de vie, respectueuse des volontés et des consciences, devra mettre en œuvre de manière effective l'accès universel aux soins palliatifs (objectif maintes fois promis, réalisé à 20 ou 25 % seulement depuis la loi Kouchner de 2002), le respect du patient (on sait qu'aujourd'hui 50 % des personnes qui décèdent dans les services de réanimation décèdent à la suite d'une décision du corps médical, que des euthanasies clandestines non demandées sont pratiquées, à hauteur de 0,2 % du total des 600 000 décès annuel) et l'aide active à mourir (c'est-à-dire l'euthanasie active avec administration d'un produit létal par un tiers, médecin ou membre d'une association agréée, ou suicide assisté avec auto-administration d'un produit létal).

La légalisation de l'aide active à mourir est une bonne réforme à apporter aux Françaises et aux Français ; de celles qui satisfont la très grande majorité de nos concitoyens.

Je vous remercie de bien vouloir intégrer ma proposition aux cahiers de doléances ouverts dans votre mairie et vous prie de croire...

⇒



Délicieuses 2019. Ramonville

Remise à plat du système social

Se pencher sur tous les régimes de sécurité

Sociale. Trop grande injustice entre

Ceux qui contribuent au système social

et ceux qui en profitent (COU. ANE) sans

Contre-partie

Faire payer à toutes les populations qui n'ont
pas de mutuelle 1 ou plusieurs euros pour l'accès
aux soins (1€ symbolique)

Réduction de l'assistanat

Fini des travailleurs détachés

Que les débouts du droit d'asile soient recadrés
dans leur pays d'origine

Fini des taxes sur les contribuables

Protéger l'industrie Française

Favoriser les petits commerces des villages et centres ville

Cesser de construire à tout va des logements et
de détruire l'environnement

Fin des indemnités présidentielles toute leur vie
plus de pouvoir d'achat

pour le retour de L'ISF sur les valeurs immobilières

Réduction de la tax TVA

RIC référendum d'initiative citoyenne

BAILLEURS SOCIAUX

informer nos bailleurs sociaux du manque de
considération qu'ils ont à notre égard pour
les familles qui paient leurs loyers sans aides
sociales et ceux qui les paient avec des aides
sociales

obligation d'entretien, de réparation des lieux
et sanctionner les résidents qui ne respectent
pas l'environnement

obligation d'information (Ne pas se réfugier
derrière la dématérialisation)

informer les citoyens que les cultes ne pratiquent
dans l'INTIMITÉ... Chez Soi T

Plus de mixité sociale pour plus de laïcité
obliger les parents à s'occuper de leurs
enfants lorsqu'ils sont dehors sans qu'ils

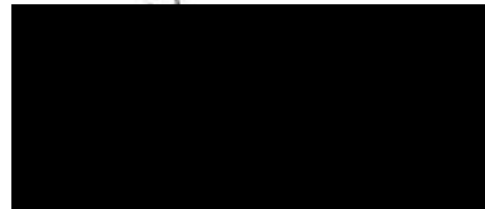
soient liés à eux mêmes

Avoir son me (gardiennage)

Pourquoi les intérêts produits par l'ensemble
des placements sur des comptes doivent ils être
reversés à l'aide sociale à hauteur de 50%
pour les adultes handicapés (Mesure urgente)

Pourquoi les parents d'adultes et enfants
handicapés ne sont ils pas plus aidés
(Aucun aide financière)

Fait en janvier 2019



Bonjour,

Rennes, le 16/02/19

J'écris dans ce cahier, l'un des 3500 à être remis dans chaque commune de France, sans réellement savoir quel sera le sort réservé : toutes les attentes que les citoyens français formulent en ce moment.

Ceci me pousse à m'interroger d'abord sur la forme de ce débat qui mon sens me peut relever que du faux semblant... Comment épouiller toutes ces participations ? Impartialement ?

Sur le fond maintenant, si je suis un convaincu de la transition écologique (comment encore utiliser ce terme de "transition" si éculé et aujourd'hui vide de sens devant l'urgence écologique ?), je conçois que l'on ne puisse s'en servir pour compliquer le quotidien d'un grand nombre de membres de français. La plupart ne peut se passer de voiture et si j'ai personnellement pu me reporter vers un autre mode de transport social-travail, c'est que j'ai le privilège d'habiter une commune équipée d'un réseau TC et cyclable de qualité, et de travailler à seulement quelques kilomètres de mon lieu de résidence. On a encouragé politiquement et opérationnellement la "France de propriétaires", nous devons aujourd'hui faire avec !

Plus largement, la transparence et la pédagogie doivent prévaloir pour permettre à chacun de comprendre et d'être responsabilisé sur l'impact de ses pratiques sur la ressource environnementale, le Budget de l'Etat, les collectivités territoriales... A cette condition seulement une considération pourra naître chez les gens réfractaires qui n'osent traverser la rue pour mieux vivre (sacréme).

/ Bref, je plaide pour une démocratie plus participative, plus pédagogique et moins donneuse de leçons ! Pour l'éducation et la fin des négligés possibles qui creusent l'écart entre les sachants et la plèbe.
Bonne lecture, un citoyen de 31 ans sympathisant des gilets jaunes

CE QUE NOUS AIMERIONS VOIR MODIFIER EN FRANCE...

Liberté – Egalité – Fraternité : c'est bien. Mais c'est la première notion qui est la plus respectée au détriment des deux autres.

Social

- * Aucun salaire, aucune retraite < 1 500 euros
 - * Limiter les écarts entre tous les salaires à 10
 - * Aucun salaire > 15 000 euros
 - * Ne pas défavoriser les retraités par rapport aux actifs
 - * Imposer l'égalité salariale hommes-femmes.
 - * Partager/réduire le temps de travail pour que chacun puisse travailler mais aussi s'occuper de ses enfants, bricoler, cultiver son jardin et son esprit.
- Si tout le monde travaillait à mi-temps ou à ¾ de temps, les gens pourraient travailler plus longtemps et faire profiter les plus jeunes de leur expérience professionnelle
- * Instaurer le « revenu universel (ou de base) » pour tous pour assurer les périodes de chômage, de reconversion professionnelle, d'études, de congé parental, etc.
 - * Rétablir le dimanche comme jour de repos pour la plupart des travailleurs (exceptés évidemment le service public, la restauration, les loisirs, etc.) notamment pour l'équilibre familial
 - * Maintenir intelligemment les services publics dans les campagnes
 - * Occuper les logements vides pour loger les SDF, les femmes battues, les ex-détenus
 - * Régler le problème des banlieues avant qu'elles ne s'embrasent à nouveau (urbanisation, isolement, chômage, manque d'activités sportives et culturelles...)
 - * Construire des logements sociaux
 - * Aménager des aires pour les gens du voyage afin qu'ils ne s'installent pas illégalement n'importe où

Environnement

- * Réduire les déplacements de courte durée en avion sur le territoire français
- * Réduire le tourisme de masse (comme les paquebots de croisière très polluants) et limiter les voyages lointains de très courte durée
- * Développer : le tourisme vert bien intégré au paysage et qui ne le défigure pas (nous pensons au littoral, aux stations de ski), les voyages moins lointains, encourager les voyages à pied et en vélo
- * Sortir rapidement du nucléaire et développer les énergies renouvelables
- * Instaurer une taxe carbone pour les poids lourds, les voyages en avion et les cargos porte-containeurs
- * Rénover les logements « passoires thermiques »
- * Limiter l'extension des grandes villes et des mégapoles ; favoriser les villes petites et moyennes et mieux les répartir sur tout le territoire
- * Développer le télétravail et les réunions par vidéo-conférences
- * Développer le réseau SNCF, les TER et le fret ferroviaire au détriment de la route
- * Maintenir les 80 km/h sur les petites routes
- * Sortir de la PAC productiviste, développer l'agro-écologie
- * Aider le développement de l'agriculture bio, du maraîchage autour des grandes villes ; interdire l'établissement de grandes fermes (exemple : la ferme des mille vaches) ; réduire l'élevage et le mal-être animal pour ouvrir la consommation vers plus de légumes et de céréales

- * Faciliter l'achat de terres cultivables par les jeunes agriculteurs
- * Recruter pour l'entretien et la sauvegarde du paysage, des forêts, des ruisseaux... Voie de reconversion possible pour certains agriculteurs
- * Proscrire les grands parcs d'attractions et les zones de loisirs qui détruisent l'environnement et englobent beaucoup d'énergie
- * Interdire au plus vite tous les pesticides de synthèse

Justice

- * Des prisons dignes pour purger sa peine mais aussi étudier, se réinsérer, ne pas être coupé de sa famille
- * Développer les peines de substitution et la réinsertion
- * Lutter contre la fraude fiscale
- * Augmenter les effectifs de la magistrature afin d'activer les procédures

Santé

- * Réformer la psychiatrie : recruter et former des psychiatres, embaucher des éducateurs et des infirmiers. Augmenter le nombre de lits. Fluidifier les différentes structures pour éviter les ruptures de soins. Recruter du personnel pour soigner à la fois par les médicaments mais aussi par la parole en rétablissant les liens humains
- * Interdire les dépassements d'honoraires des praticiens
- * Donner de véritables moyens aux services médicaux d'urgence... archi saturés !
- * Développer la médecine générale, la prévention, les « centres médicaux » sur tout le territoire (avec permanence obligatoire pour les médecins généralistes, par roulement, pour constituer un premier niveau de traitement des urgences avant celui des hôpitaux)
- * Créer un carnet de santé obligatoire pour tous (avec les éléments essentiels – groupe sanguin, allergies, vaccinations, etc. - sur le patient)
- * Développer sur tout le territoire les services de soins palliatifs
- * Construire des appartements médicalisés pour les personnes âgées
- * Légaliser, comme en Suisse, le droit de mourir dans la dignité
- * Interdire les LBD (lanceurs de balles de défense)

Education

- * Développer une école laïque, publique de qualité. Certains profs de notre petit-fils, lycéen, sont absents... huit semaines (!) sans aucun remplaçant !
- * Recruter et former les enseignants, mieux les payer
- * Réduire le nombre d'élèves par classe
- * Encourager les méthodes pédagogiques actives (expériences concrètes, travail de groupe) ; formation à l'esprit et à la logique scientifique afin de réfléchir et de ne pas croire n'importe quoi. Se positionner contre les théories non scientifiques (négationnisme, créationnisme, « dessein intelligent »)
- * Définir au plus vite un plan de formation personnelle et professionnelle pour les 2 850 000 jeunes, de 15 à 34 ans, sans emploi ni enseignement ni formation
- * Favoriser une télévision de qualité (bannir la télé-réalité, les jeux stupides et vulgaires)
- * A la radio et à la télévision faire mieux connaître les projets novateurs et associatifs (comme *Carnets de campagne* sur France Inter, à 12 h 30)
- * Lutter contre les « fake news » sur Internet

- * Restreindre les jeux d'argent ; ne pas privatiser *La Française des Jeux* (ce serait encore pire !)
- * Mettre sur pied un programme national (à l'école ou sous forme d'annonces à la TV ou à la radio) pour éduquer et sensibiliser sur ce qui est commun à tous (eau, air, territoire, espace public...) et qui doit être protégé et respecté

Europe

- * La règle d'unanimité pour prendre des décisions à l'échelle européenne bloque toute avancée : la supprimer !
- * S'unir avec les pays favorables à un changement sur des points précis par exemple pour :
 - résoudre la crise des réfugiés, relancer l'économie durable, lutter contre les paradis fiscaux (égaliser le taux d'imposition des sociétés), etc.
 - lutter contre le nationalisme primaire qui fait capoter la construction européenne, mettre nos forces en commun pour se protéger de la concurrence et créer des secteurs de pointe (comme Airbus) dans l'industrie ferroviaire, l'intelligence artificielle...
- * Arrêter la politique de réduction budgétaire (les 3%). Investir dans un grand plan de reconversion tous azimuts pour le climat (avec les pays désireux de s'y associer) en s'appuyant par exemple sur la banque européenne. S'inspirer de ce qu'avaient réalisé le président F. D. Roosevelt aux USA ou les pays européens après la Seconde Guerre mondiale pour la reconstruction et l'aménagement du territoire

Politique extérieure

- * Accroître l'aide au développement en Afrique pour que les pays se développent et gardent chez eux leurs diplômés et leur main d'oeuvre
- * Redéployer sur place une agriculture vivrière
- * Lutter contre la désertification
- * Vendre/utiliser des armes françaises pour lutter contre Daech (au Mali, en Irak ou en Syrie), oui ! En faire un commerce tous azimuts, non !

Organisation de l'Etat

- * Redonner plus de pouvoir et d'autonomie aux communes et regroupements de communes, aux départements qui sont à l'échelle humaine
- * Supprimer la fonction de Premier ministre, le gouvernement étant dirigé par le Président de la République
- * Faire appliquer les lois déjà existantes (exemple : quotas d'handicapés dans les entreprises)
- * Dans les processus de décision, quels sont les avis qui sont pris en compte ? A-t-on accès aux listes de rendez-vous des élus ? Le rôle des lobbies semble prépondérant à l'encontre des travaux des universitaires et des chercheurs ainsi que ceux issus des débats de professionnels, de citoyens, d'associations, etc.
- * Que fait-on des travaux d'universitaires en sciences humaines, en économie, en sciences ? Des alertes et recommandations des ONG, du GIEC, d'Oxfam, de Finance Watch, de Transparency International, d'Attack, des Economistes atterrés ?
- * Abolir les avantages outranciers (parfois à vie !) de certains élus de la République (députés et sénateurs)

Démocratie - Citoyenneté

- * Reconnaître le vote blanc
 - * Instaurer la parité hommes-femmes dans toutes les structures représentatives
 - * Rendre le vote obligatoire pour toutes les élections
 - * Obligation pour tout travailleur de se syndiquer
 - * Pour les étrangers : favoriser leur intégration en les répartissant judicieusement partout plutôt que de les regrouper dans des ghettos ou certains quartiers. L'intégration demande du temps
 - * Instaurer des cours de français gratuits vraiment obligatoires et des cours sur les lois de la République
 - * Respecter leur religion, autoriser la construction de lieux de culte. Nous pensons particulièrement aux musulmans. Reconvertir ou partager certaines églises ?
 - * Non à la démocratie directe ! Oui au maintien des corps intermédiaires mais avec une meilleure représentativité des différentes catégories sociales
 - * A propos du RIC (référendum d'initiative citoyenne) : oui dans quelques cas très précis, avec une question simple et claire (y répondre par oui ou non) ainsi qu'une bonne information préalable. Sinon ce serait un risque dangereux pour la démocratie !
- Le RIC risquerait de renverser le gouvernement qui a besoin de temps pour mener son programme. Ce serait le retour à l'instabilité, au chaos et un nouveau moyen de pression des lobbies

Economie - Fiscalité

- * Alléger la fiscalité pour tout ce qui favorise l'économie d'énergie, l'alimentation de qualité, la distribution en circuits courts... De même pour les petits artisans, les petites entreprises pour leur permettre d'embaucher
- * Produire au plus près des consommateurs ; consommer le plus local possible
- * Développer le microcrédit
- * Taxer fortement l'importation de produits manufacturés qui ne correspondent pas aux normes environnementales européennes ou/et qui exploitent la main d'oeuvre (adultes mais aussi les enfants) avec des salaires et des conditions de travail scandaleuses
- * Dans certains cas, favoriser les relocalisations
- * Mettre la finance au service de la société et non au service des rentiers et des actionnaires
- * Taxer toutes les transactions financières (même les plus modestes)
- * Taxer les revenus du capital et les bénéfices non réinvestis dans l'entreprise
- * Redistribuer les gains de productivité qu'apportent le numérique et l'automatisation
- * Instaurer l'impôt progressif et créer une tranche d'imposition supplémentaire pour les très hauts revenus
- * Taxer les héritages et les successions les plus élevés pour éviter que ne se constitue une caste de rentiers
- * Arrêter de tout privatiser (eau, transports, énergie, entreprise, universités...). Quelle liberté reste-t-il quand des pans de l'économie appartiennent à des fonds étrangers (chinois, américains, etc.) ?
- * Favoriser la création de scops, l'autogestion, la participation des travailleurs au fonctionnement de leur entreprise
- * Nationaliser les sociétés d'autoroute

*Deux Ramonvillois atterrés
A Ramonville, le 08 février 2019*

Concevoir un RIP raisonné.

→ D'abord se rappeler quelques données sur les votations en Suisse (pour ne pas proposer n'importe quoi).

✕ Corps électoral de 8,3M d'électeurs ; 45,5M en France soit 5,43 fois plus

✕ 100.000 signatures demandées pour un projet affectant la constitution ce qui amènerait en France à 540.000 signatures. Le délai de débat est de 18 mois dans ce cas.

✕ 50.000 signatures demandées pour une proposition autre avec 100 jours pour les réunir après le dépôt. Ceci donnerait 270.000 signatures en France

✕ 4 journées prévues annuellement pour les votations. Les Suisses considèrent que c'est trop.

✕ environ 45% de votants en moyenne.

✕ Impossible de proposer une votation de révocation d'un ministre ou d'un élu

→ Ceci m'amène à proposer le canevas d'organisation suivant.

✕ Interdiction de proposer une révocation. Interdiction de déposer une proposition incluant une discrimination manifeste de genre, de religion ou de communauté.

✕ Tout dépôt de proposition doit être effectué par un groupe de 20 à 40 personnes dont l'identité est rendue publique. Elles devront être domiciliées dans au moins 10 régions différentes. Le dépôt sera effectué auprès du conseil d'Etat. Celui-ci vérifie le caractère constitutionnel ou non de la proposition et peut proposer au groupe des déposants des *modifications non contraignantes de forme*. Il dispose d'un mois pour ce faire.

✕ A dater de ce moment le groupe des déposants dispose de 4 mois pour réunir 250.000 signatures dans le cas d'une proposition à caractère non constitutionnel et de 6 mois pour réunir 500.000 signatures dans le cas d'une proposition à caractère constitutionnel. Dans le premier cas les signatures authentifiées devront représenter au moins 0,5% du corps électoral dans au moins la moitié des régions. Dans le second cas les signatures authentifiées devront représenter au moins 1% du corps électoral dans au moins la moitié des régions. La liste nominale des signataires par région de provenance est consultable sur un site dédié.

✕ Tout acte d'agression, de harcèlement, de déclaration haineuse vis-à-vis d'un déposant ou d'un signataire sera puni par la loi (en particulier en provenance des réseaux sociaux).

✕ Deux dates suffisamment espacées chaque année seront déterminées pour les votes par le Conseil d'Etat (par exemple en Avril et Octobre).

✕ Un délai incompressible de 6 mois est prévu entre le dépôt des signatures et le vote dans le cas d'une proposition à caractère non constitutionnel. Ce délai est porté à un an dans le cas d'une proposition à caractère constitutionnel. Le vote aura lieu à la première date prévue intervenant au-delà de ce délai.

Note : ces délais sont je pense indispensables au temps de la réflexion et du débat, et pour limiter les votes « émotionnels ».

✕ Une proposition est adoptée lorsqu'elle recueille la moitié +1 des suffrages exprimés, à la condition que les suffrages exprimés représentent au moins 40% du corps électoral. Les bulletins blancs seront comptabilisés séparément des bulletins nuls.

Peut-on encore utiliser liberté, égalité / fraternité; j'en doute suite au comportement de SA Majesté et de l'équipe de vaissaux qui l'entoure avec orgueil et arrogance ils n'ont aucun regard envers les retraités preuve la contribution de la CSG, un couple dont le mari percevait un peu plus de 2000 € et l'épouse les moitié se trouve pénalisée et percevait 965 € c'est une somme fabuleuse - les retraités augmentent 0,3% en 2019 et 0,3% en 2020, c'est faux ce qui un simple mensonge peut rapporter.

Je suis persuadé que les vêtements et les chaussures que porte E. Macron, ainsi que le terme de M^e Macron pour les obsèques de Michel Legrand doivent dépasser cette somme.

A quoi servent les 45 conseillers appointés par E. Macron, bien que paraît-il, il n'écoute personne, à quoi servent également les 61 véhicules et les 7 scooters du parc automobile de l'Élysée; à leur souffrance.

- Ils font comme les principaux méfaits du néolibéralisme, ils nous enfument.

- le Président utilise la maxime des politiciens, Demandez-moi ce que vous avez besoin et je vous dirai comment vous en passer.

- L'1.5.F est supprimée en faveur des gros revenus
- De grâce stoppé l'accueil des migrants
400.000 en 2013 qui vivent à nos dépens.
Etant retraité je n'ai guère apprécié
l'application de la hausse de la C.S.G
l'année dernière, cela a été pour moi un
élément déclencheur d'une certaine
forme de regret.
- Nous pouvons accueillir les personnes dont
nous avons besoin et qui souhaitent
travailler, s'intégrer et nous aident.
Pour cela il est important qu'elles aient
un travail, parlent notre langue et
qu'elles respectent notre mode de vie.
Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui:
L'immigration n'est pas gérée.

- le 25 février 2019.

Je souhaiterais vivement que toutes les diffé-
rentes formes d'intelligence puissent être
reconnues à leur juste valeur -

L'intelligence manuelle et l'intelligence
émotionnelle ne sont guère valorisées
dans notre civilisation - Je veux ici
dénoncer l'injustice qui est faite au
personnel soignant (infirmiers), ASH
AS des soignants, aide Actes psycholo

- Giges qui interviennent dans les EUPAD
et sont et seront en charge de patients
résidents atteints de troubles type Alzheimer
ou apparentés

Les trésors d'intelligence émotionnelle dont
ils font preuve méritent guère récompensés -
une revalorisation salariale et sociale de
ces métiers me paraît indispensable -
Ce sur administration de leurs talents,
de leur compétence, de leur richesse
humaine -

Ce mets beaucoup d'entre nous au défi
de pouvoir exécuter un métier aussi épon-
rant .

En ce qui concerne l'environnement, je me demande pourquoi, les canettes et bouteilles de bière en verre ne sont pas consignées. Je sais qu'il existe plein de récup verre dans la commune mais les alcooliques sont trop paresseux pour les jeter. Ils se retrouvent donc partout dans la nature. La consigne permettrait, inutile nait que pas jeter toutes ses bouteilles dans la nature. La consigne existe dans plusieurs PAYS (Québec, Canada) entre autres

-
J'habite au coin du boulevard de Suisse et de l'Allée Hermoine Gillion. Sur le rond point les gens se gèrent pour aller à la boulangerie ou au chateaur de soule. Je vous signale comme me le font remarquer des gendarmes de Ramonville il n'y a pas de passage piéton pour se rendre sur ce rond point. A trois reprises d'ailleurs avec ma voiture heurté un piéton. La nuit il y a aucune visibilité. La mairie a fait agrandir le parking du pigeonnier. Il y a de la place sur l'Allée de la comtesse et du cimetière. Sans doute les gens ne voient pas

scolaire dans son ensemble \Rightarrow s'inspirer (enfin!) des
pays ayant une approche totalement différente et
par qui la réussite scolaire est mesurable de façon
très positive.

- Imposer et contrôler et vérifier une transparence
réelle des loyers qui de ce fait permettrait de
contrôler la stratégie d'influence des firmes - (prises
de décisions, centres financiers, ~~influence~~ conflits
d'intérêts) pour aller dans le sens de l'intérêt
général et non privé. - * *

-] Assemblée Nationale

Propositions

- Interdiction de voter des lois à moins de la majorité
de l'ensemble des députés.
 - Interdiction de voter des lois entre 18H00 et 03H00 le lendemain.
 - 2 jours de présence dans la région représentée
 - 3 jours à l'Assemblée pour préparer et voter les lois. Pour tous
- Pourquoi ne pas renouveler la 1/2 du parlement tous les 2,5 ans? en

-] Politique familiale

Pour aider les tout jeunes parents (et augmenter leur pouvoir d'achat,
c'est le 1^{er} enfant qui coûte le plus) et éviter que des familles
à trop bas revenus ne "survivent" qu'à l'aide d'allocations
familiales et pèsent encore plus sur la société, je propose
une réforme des allocations familiales et du système d'imposition:

- Au 1^{er} enfant

- alloc. familiales = instauration 1 part
- + 1 part complète pour impôts.

- Au 2^e et 3^e enfant

- allocations familiales 2 et 3 parts
- 1 part pour les impôts à chaque enfant supplémentaire \rightarrow 3

- Au 4^e enfant

- allocat. familiales pour 4 enfants
- 1/2 part seulement pour les impôts (en cas des 3 parts précédentes).

- Au 5^e enfant

- pas de part d'allocations familiales

- Suppression de l'imposition des 10% à la retraite pour avoir élevé plus de 3 enfants.

*
* * *

Transition énergétique :

- De quoi s'agit-il ? pour faire quoi ?
- Si on est les seuls au monde à faire un effort, on risque de ne pas aboutir à grand chose et être les donjons de la farce. Ne pas inventer de nouvelles taxes dans ce domaine. Innover avec des solutions intelligentes et indolores financièrement.
- Si les villes du Nord et Paris sont polluées dès qu'il y a du soleil, voir avec les Pays Bas et l'Allemagne qui utilisent prioritairement la Charbon et la lignite. Essayez de culpabiliser les vieux véhicules polluants des pauvres.

Aides Sociales :

- Chaque organisme peut continuer à calculer les droits de chacun. En revanche toutes les aides doivent être réglées par un seul organisme. Peut être saura-t-on un jour qui perçoit vraiment quoi. Et ça partir du 3/10^e de SMIC au total faire payer son impôt pour ne pas pénaliser ceux qui travaillent et travaillent à peine plus.
- Les aides aux migrants ne doivent pas, par leur montant, décourager ceux qui veulent travailler (différence parfois faibles avec ceux qui travaillent ou ont travaillé 40 ans)

Impôts :

- Aucune autre taxe ou impôt supplémentaire, globalement, au niveau national.
- Cela s'applique pour toutes les autres taxes (EDF, GDF, Carburants).

Sécurité = Les prestations (hospitalières, pharmaceutiques etc...) dominent suite à une immigration trop forte. On ne s'en sortira pas si l'on ne maîtrise pas le flux.

Transports

Halte aux ronds-points. Il faut mieux mettre des feux et construire des boulevards.

Pour un EMPRUNT « de SOLIDARITÉ »

L'hôpital public est à bout de souffle, les appels réitérés des médecins, infirmiers, aides-soignants ne sont pas entendus. Les vocations d'enseignants du secondaire se tarissent (en particulier dans les sciences dures, ce qui est catastrophique pour l'avenir) et ce, faute de reconnaissance sociale, et de salaires attractifs. Cela ne paraît guère susciter de mesures gouvernementales à la hauteur des enjeux.

Les propos de l'Etat sur les services publics sous-entendent toujours l'idée de « rentabilité », et invoquent souvent la rentabilité financière. Cette notion est purement comptable et administrative. Comme si les soignants hospitaliers, les enseignants ne donnaient pas de leur personne pour optimiser l'efficacité du service public où ils sont affectés. C'est la notion d'efficacité qui doit primer.

Certes, qui dit droits dit devoirs, qui parle d'un service public doit envisager son financement.

Mais il semble qu'il existe deux poids deux mesures quant au contrôle a posteriori de l'utilisation de l'argent public. Ce contrôle est très strict lorsque l'argent de l'Etat est versé à des services publics, il l'est beaucoup moins, voire pas du tout, lorsque les dépenses et avantages - sous une forme ou une autre, versement direct ou bien allègement d'impôts ou de charges - sont en direction des entreprises.

Il est étonnant de voir le gouvernement s'efforcer de réduire drastiquement les dépenses au profit des services publics alors que le « pay ratio » de nos grandes entreprises est en augmentation constante, que ces mêmes entreprises vont bénéficier en 2019 de la bascule du CICE, suivie d'une baisse continue des charges salariales jusqu'en 2022, d'une baisse de l'impôt sur les sociétés et tout cela sans contrepartie, sans contrôle aucun sur d'éventuelles retombées positives en termes d'embauche ou d'augmentation des salaires ou d'investissement productif. Et Gilles Carrez écrivait il y a quelques mois « J'ai beau être de droite, je suis prêt à soutenir un amendement qui limitera l'exonération de l'ISF au seul investissement productif »....

En un premier temps, pas d'impôt supplémentaire ?

Chiche.

Je propose un emprunt obligataire d'Etat dit « de solidarité », à échéance de 7 ans, avec un taux d'intérêt de 0,75% (exactement celui du livret A) d'un montant minimum de 4 milliards d'euros.

Seraient vivement incités à souscrire les entreprises qui ne réalisent pas ou peu d'investissement productif, ainsi que les grands patrons dont les émoluments dépassent de manière criante le salaire moyen de leurs salariés, les sportifs et personnalités du monde du spectacle et citoyens très fortunés qui souhaitent faire montre de solidarité envers leurs concitoyens.

Les milliards de cet emprunt seraient investis en priorité dans l'hôpital public et l'enseignement : revalorisation des bas salaires de la fonction publique hospitalière, aides aux services d'urgence les plus saturés ; prime conséquente aux jeunes enseignants, création de bourses au mérite - sur concours - pour une renaissance de l'ascenseur social ; concours à bac + 0 ou +1 pour de futurs jeunes médecins acceptant d'exercer au moins 5 ans dans un « désert médical », pour de futurs jeunes enseignants dans les disciplines actuellement déficitaires en candidats.

Voici mes propositions pour une société solidaire,
égalitaire et de partage, pour un avenir en commun :

- augmenter les structures et le personnel dans les domaines de Santé, Education, Enseignement et Culture.
- reconstruire un vrai Service Public de proximité et humanisé.
- indexer les bas revenus sur l'inflation.
- respecter le droit au logement.
- augmenter les minimas sociaux pour une vie digne.
- octroyer des aides financières aux institutions avec des contreparties contractées.
- rétablir l'ISF.
- augmenter considérablement la recherche pour les énergies renouvelables et une transition écologique concrète.
- stopper le nucléaire.
- permettre à tous les citoyens d'accéder à une alimentation issue de l'agriculture biologique et locale.
- favoriser les circuits courts en agriculture et alimentation.
- favoriser les transports en commun, le ferroutage et le covoiturage.
- nationaliser les anciens services publics et les Vautoutes.
- instaurer l'agriculture biologique comme modèle prédominant agricole en France.
- donner des moyens opérationnels conséquents pour développer l'installation en agriculture biologique.
- instaurer la révocation des élus si nos représentants du peuple citoyens dans chaque quartier.
- prise en compte du vote blanc
- éduquer le peuple pour décider librement et de manière éclairée.
- recourir au Risl (Référendum d'Initiative Citoyenne) avec une méthode démocratique et réfléchi dans l'intérêt du peuple.
- favoriser une démocratie directe et réelle.
- accueillir et accompagner nos jeunes et nos seniors dans la dignité et l'humanité.
- ne pas laisser l'argent diriger le monde.
- combattre les lobbies au service de la finance.
- rétablir au centre de nos vies les valeurs françaises : Liberté, Égalité, Fraternité.

DOLEANCES AU GRAND DEBAT NATIONAL

Henri

4 RUE LEON VIALA RAMONVILLE ST AGNE

1-Mesures d'urgence : Augmentation du Salaire SMIG à 1500€ net/mois dès maintenant

Pour un logement digne à tous les gens sans logement sur notre territoire

Réponse immédiate de l'Etat à la suppression des Déserts Médicaux

Mise en place du RIC (Référendum) avec ajout à la Constitution

Plus de Justice Fiscale en France et plus de Justice Sociale

2 - Environnement et Ecologie : Taxation sur le territoire du trafic Etranger

Mise en place du Ferro- routage comme en Suisse

Reprise par l'Etat des concessions d'Autoroutes

3 - Plus de Justice Fiscale : Retour de l'ISF à 100%

Retour à la Taxe sur les Investissements français à l'Etranger

Suppression de l'impôt sur la CSG

Suppression du Verrou fiscal de Bercy sur les évasions fiscales

Accès sans exception par la Justice à tous les Dossiers d'évasion fiscale

Imposer les Gafa au même taux d'imposition que les Entreprises françaises

Harmonisation des règles fiscales en Europe pour supprimer les paradis fiscaux

(Luxembourg, Irlande...) qui encouragent l'optimisation fiscale déloyale.

4- Mesure contre le Chômage :

Appliquer le Plan CICE uniquement aux PME/PMI

5 -Redistribution des Richesses produites dans le Rapport Capital/ Travail :

Imposer aux Entreprises une redistribution plus juste des richesses produites en répartissant
1/3 aux Actionnaires, 1/3 aux Salariés, 1/3 pour l'Entreprise (Auto Investissement)

6 - Législatif :

Donner Pouvoir de Contrôle et d'Action à la Cour des Comptes pour faire appliquer ses conclusions

Tenir compte des Votes Blancs et de la Proportionnelle dans les Votes

Propositions concernant l'accueil des élèves étrangers dans les écoles et universités françaises

_ Rendre l'école payante pour les élèves étrangers dont les parents ne résident pas en France et ne règlent pas d'impôts (ou insuffisamment) en France.

Que le coût de la scolarité soit équivalent à celui d'une école privée de bon niveau dans le pays d'origine .

En effet , ces élèves sont souvent issus de familles aisées (malgré leurs dires) qui préfèrent épargner leurs ressources personnelles pendant que les contribuables français subissent des impôts en constante augmentation .

Vérifier que les fonds financiers servant à régler les frais de scolarité et les frais de séjour proviennent bien d'une banque située dans le pays d'origine.

Pour information : un couple français résidant en Californie qui souhaite inscrire son enfant de six ans en classe de CP dans une école française doit s'acquitter d'une somme mensuelle de 2000 dollars sur 10 mois , soit 20 000 dollars l'année .

_ Rendre l'école payante dans les mêmes conditions pour les enfants binationaux issus de deux parents binationaux et ayant suivi la majorité de leur scolarité antérieure en pays étranger ou ayant des parents ne réglant pas d'impôts en France (ou insuffisamment) .

_ Pour les enfants binationaux issus de deux parents binationaux dont l'un est décédé , et ayant des demi- frères et soeurs en France ayant eux-mêmes un parent français (non binational), exiger la production de l'acte d'héritage pour vérifier que les lois françaises en matière de transmission ont bien été respectées . Consulter les demi- frères et soeurs .

En effet , il n'y a pas que Johnny Halliday qui déshérite ses enfants !

Quand un parent binational retourne dans son pays d'origine après des études , une carrière , des économies réalisées en France , un remariage dans le pays d'origine suivi d'un décès conduit à la spoliation des enfants du premier lit .

Il serait donc ahurissant d'offrir des études gratuites aux héritiers usurpateurs quand bien même ils seraient nés sur le sol français (il suffit d'un voyage au moment de l'accouchement !) .

De la binationalité et du multiculturalisme

* Une richesse ? Oui , mais pas pour les Français .

La masse financière gagnée en France par les binationaux et déplacée à l'étranger n'est plus soumise à l'impôt type TVA , prélèvements sociaux

Il est grand temps que le législateur impose le respect du pays d'accueil !

* Médias et cinéma

Le multiculturalisme est souvent présenté sous l'angle idyllique ou moraliste et pourtant , beaucoup de familles concernées vivent sous tension , sont contraintes de modifier leurs habitudes et se désintègrent au fil du temps .

Bien peu de journalistes et de cinéastes s'attaquent à ce problème bien réel dans notre pays !

Manque de courage , de lucidité ?

Refus de faire des recherches dans ce domaine ?

Peur des menaces ?

Propositions :

_ Diffuser à la TV davantage d'émissions traitant de la différence des cultures , davantage de films d'auteurs étrangers .

Les films réalisés dans les pays musulmans sont très rares de même que les films russes asiatiques

_ Prévoir de mettre à l'affiche ce type de film également au cinéma avec une durée de projection équivalente à celle des autres films .

Merci d'avoir lu cette page .

Transition écologique

Suppression du glyphosate, mettre en place un ferroutage efficace, taxation des poids lourds en transit

Fiscalité et dépenses publiques

La réduction de l'APL a pénalisé des populations fragiles et a démontré une méconnaissance de la situation de nos concitoyens

Taxer les GAFAS, combattre les fraudes fiscales, possibilité de déduire les cotisations mutuelle des revenus imposables

Démocratie et citoyenneté

Tout acte de terrorisme devrait entraîner la perte de la nationalité française

Former dès le cours élémentaire les enfants à la démocratie et à la citoyenneté et tout au long de leur scolarité

Rendre le vote obligatoire

Organisation de l'Etat et des services publics

Consulter les maires qui ont une bonne connaissance du terrain (les populations et de leurs besoins, les infrastructures...)

En zone rurale créer dans les mairies un espace avec accès Internet financé par l'Etat où les administrations tiendraient des permanences pour aider les habitants dans leurs démarches

Ne pas penser que le tout numérique est la solution universelle sans tenir compte des zones blanches nombreuses, des revenus bas qui ne permettent pas l'achat de matériel, un abonnement Internet, de l'âge de la population



M. André SAINT-SAËNS
25, avenue de Suisse
31520 RAMONVILLE ST AGNE
TEL. 51 73 25 08

Monsieur le Maire

Je sais que les questions de société ne sont pas intégrées au Grand débat qui s'ouvre dans notre pays. Cela évitera sans doute la remise en cause d'acquis sociétaux importants comme la contraception, l'avortement, l'abolition de la peine de mort, le mariage pour tous. Pourtant, l'occasion est inédite de permettre aux Français de s'exprimer sur un sujet qui les concerne tous, sans exception, et sur lequel ils font part de leur très large approbation ; je veux parler de la légalisation de l'aide active à mourir (89 % selon le sondage Ifop pour La Croix de décembre 2017 ; 95 % selon le sondage Ifop pour l'ADMD de mars 2017).

Nul aujourd'hui n'ignore que l'on meurt mal dans notre pays. Les souffrances existent, les dérives existent. L'Institut national des études démographiques (Ined) a très bien mesuré cela dans un récent rapport. Aux Pays-Bas, en Belgique, au Luxembourg, dans plusieurs états des Etats-Unis d'Amérique, en Colombie, au Canada... des lois de légalisation de l'euthanasie font que la crainte du mal mourir a disparu de l'esprit de ces citoyens.

Ma vie m'appartenant, à moi et à moi seul, je ne veux pas que qui que ce soit se mêle de choisir pour moi comment je vais finir ma vie : ni médecin, ni famille dès lors que je n'ai pas donné de mandat de représentation, ni religieux...

Une loi sur la fin de vie, respectueuse des volontés et des consciences, devra mettre en œuvre de manière effective l'accès universel aux soins palliatifs (objectif maintes fois promis, réalisé à 20 ou 25 % seulement depuis la loi Kouchner de 2002), le respect du patient (on sait qu'aujourd'hui 50 % des personnes qui décèdent dans les services de réanimation décèdent à la suite d'une décision du corps médical, que des euthanasies clandestines non demandées sont pratiquées, à hauteur de 0,2 % du total des 600 000 décès annuel) et l'aide active à mourir (c'est-à-dire l'euthanasie active avec administration d'un produit létal par un tiers, médecin ou membre d'une association agréée, ou suicide assisté avec auto-administration d'un produit létal).

La légalisation de l'aide active à mourir est une bonne réforme à apporter aux Françaises et aux Français ; de celles qui satisfont la très grande majorité de nos concitoyens.

Je vous remercie de bien vouloir intégrer ma proposition aux cahiers de doléances ouverts dans votre mairie et vous prie de croire...

en ma totale responsabilité
André Saint-Saëns